Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 337 del 23 dicembre 1975

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Martedì, 23 dicembre 1975 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 13 ottobre 1975, n. 654.

Ratifica ed esecuzione della convenzione internazionale sull'eliminazione di tutte le forme di discriminazione razziale, aperta alla firma a New York il 7 marzo 1966.

LEGGE 15 ottobre 1975, n. 655.

Ratifica ed esecuzione del trattato di estradizione fra la Repubblica italiana e l'Australia, firmato a Canberra il 28 novembre 1973.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 13 ottobre 1975, n. **654**.

Ratifica ed esecuzione della convenzione internazionale sull'eliminazione di tutte le forme di discriminazione razziale, aperta alla firma a New York il 7 marzo 1966.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione internazionale sull'eliminazione di tutte le forme di discriminazione razziale, aperta alla firma a New York il 7 marzo 1966.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 19 della convenzione stessa.

Art. 3.

Salvo che il fatto costituisca più grave reato, ai fini dell'attuazione della disposizione dell'articolo 4 della convenzione è punito con la reclusione da uno a quattro anni:

a) chi diffonde in qualsiasi modo idee fondate sulla superiorità o sull'odio razziale;

b) chi incita in qualsiasi modo alla discriminazione, o incita a commettere o commette atti di violenza o di provocazione alla violenza, nei confronti di persone perché appartenenti ad un gruppo nazionale, etnico o razziale.

E' vietata ogni organizzazione o associazione avente tra i suoi scopi di incitare all'odio o alla discriminazione razziale. Chi partecipi ad organizzazioni o associazioni di tal genere, o presti assistenza alla loro attività, è punito per il solo fatto della partecipazione o dell'assistenza, con la reclusione da uno a cinque anni.

Le pene sono aumentate per i capi e i promotori di tali organizzazioni o associazioni.

Art. 4.

All'onere annuo, derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in L. 2.050.000, si provvede per gli anni finanziari 1974 e 1975 mediante riduzione, rispettivamente, degli stanziamenti del fondo speciale di cui ai capitoli 3523 e 6856 degli stati di previsione della spesa del Ministero del tesoro per gli anni medesimi.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 13 ottobre 1975

LEONE

MORO — RUMOR — GUI — REALE — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE

Les Etats parties à la présente Convention,

Considérant que la Charte des Nations Unies est fondée sur les principes de la dignité et de l'égalité de tous les êtres humains, et que tous les Etats Membres se sont engagés à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation, en vue d'atteindre l'un des buts des Nations Unies, à savoir: développer et encourager le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Considérant que la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits et que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés qui y sont énoncés, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur ou d'origine nationale,

Considérant que tous les hommes sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection de la loi contre toute discrimination et contre toute incitation à la discrimination,

Considérant que les Nations Unies ont condamné le colonialisme et toutes les pratiques de ségrégation et de discrimination dont il s'accompagne, sous quelque forme et en quelque endroit qu'ils existent, et que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, du 14 décembre 1960 [résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale], a affirmé et solennellement proclamé la nécessité d'y mettre rapidement et inconditionnellement fin,

Considérant que la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, du 20 novembre 1963 [résolution 1904 (XVIII) de l'Assemblée générale], affirme solennellement la nécessité d'éliminer rapidement toutes les formes et toutes les manifestations de discrimination raciale dans toutes les parties du monde et d'assurer la compréhension et le respect de la dignité de la personne humaine,

Convaincus que toute doctrine de supériorité fondée sur la différenciation entre les races est scientifiquement fausse, moralement condamnable et socialement injuste et dangereuse et que rien ne saurait justifier, où que ce soit, la discrimination raciale, ni en théorie ni en pratique,

Réaffirmant que la discrimination entre les êtres humains pour des motifs fondés sur la race, la couleur ou l'origine ethnique est un obstacle aux relations amicales et pacifiques entre les nations et est susceptible de troubler la paix et la sécurité entre les peuples ainsi que la coexistence harmonieuse des personnes au sein d'un même Etat,

Convaincus que l'existence de barrières raciales est incompatible avec les idéals de toute société humaine,

Alarmés par les manifestations de discrimination raciale qui existent encore dans certaines régions du monde et par les politiques gouvernementales fondées sur la supériorité ou la haine raciale, telles que les politiques d'*apartheid*, de ségrégation ou de séparation,

Résolus a adopter toutes les mesures nécessaires pour l'élimination rapide de toutes les formes et de toutes les manifestations de discrimination

raciale et à prévenir et combattre les doctrines et pratiques racistes afin de favoriser la bonne entente entre les races et d'édifier une communauté internationale affranchie de toutes les formes de ségrégation et de discrimination raciales,

Ayant présentes à l'esprit la Convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession adoptée par l'Organisation internationale du Travail en 1958 et la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement adoptée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en 1960,

Désireux de donner effet aux principes énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et d'assurer le plus rapidement possible l'adoption de mesures pratiques à cette fin,

Sont convenus de ce qui suit:

PREMIERE PARTIE

ARTICLE PREMIER.

1. Dans la présente Convention, l'expression « discrimination raciale » vise toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique.

2. La présente Convention ne s'applique pas aux distinctions, exclusions, restrictions ou préférences établies par un Etat partie à la Convention selon qu'il s'agit de ses ressortissants ou de non-ressortissants.

3. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme affectant de quelque manière que ce soit les dispositions législatives des Etats parties à la Convention concernant la nationalité, la citoyenneté ou la naturalisation, à condition que ces dispositions ne soient pas discriminatoires à l'égard d'une nationalité particulière.

4. Les mesures spéciales prises à seule fin d'assurer comme il convient le progrès de certains groupes raciaux ou ethniques ou d'individus ayant besoin de la protection qui peut être nécessaire pour leur garantir la jouissance et l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans des conditions d'égalité ne sont pas considérées comme des mesures de discrimination raciale, à condition toutefois qu'elles n'aient pas pour effet le maintien de droits distincts pour des groupes raciaux différents et que elles ne soient pas maintenues en vigueur une fois atteints les objectifs auxquels elles répondaient.

ARTICLE 2.

1. Les Etats parties condamnent la discrimination raciale et s'engagent à poursuivre par tous les moyens appropriés et sans retard une politique tendant à éliminer toute forme de discrimination raciale et à favoriser l'entente entre toutes les races, et, à cette fin:

a) Chaque Etat partie s'engage à ne se livrer à aucun acte ou pratique de discrimination raciale contre des personnes, groupes de personnes ou

institutions et à faire en sorte que toutes les autorités publiques et institutions publiques, nationales et locales, se conforment à cette obligation;

b) Chaque Etat partie s'engage à ne pas encourager, défendre ou appuyer la discrimination raciale pratiquée par une personne ou une organisation quelconque;

c) Chaque Etat partie doit prendre des mesures efficaces pour revoir les politiques gouvernementales nationales et locales et pour modifier, abroger ou annuler toute loi et toute disposition réglementaire ayant pour effet de créer la discrimination raciale ou de la perpétuer là où elle existe;

d) Chaque Etat partie doit, par tous les moyens appropriés, y compris, si les circostances l'exigent, des mesures législatives, interdire la discrimination raciale pratiquée par des personnes, des groupes ou des organisations et y mettre fin;

e) Chaque Etat partie s'engage à favoriser, le cas échéant, les organisations et mouvements intégrationnistes multiraciaux et autres moyens propres à éliminer les barrières entre les races, et à décourager ce qui tend à renforcer la division raciale.

2. Les Etats parties prendront, si les circostances l'exigent, dans les domaines social, économique, culturel et autres, des mesures spéciales et concrètes pour assurer comme il convient le développement ou la protection de certains groupes raciaux ou d'individus appartenant à ces groupes en vue de leur garantir, dans des conditions d'égalité, le plein exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ces mesures ne pourront en aucun cas avoir pour effet le maintien de droits inégaux ou distincts pour les divers groupes raciaux, une fois atteints les objectifs auxquels elles répondaient.

ARTICLE 3.

Les Etats parties condamnent spécialement la ségrégation raciale et l'*apartheid* et s'engagent à prévenir, à interdire et à éliminer sur les territoires relevant de leur juridiction toutes les pratiques de cette nature.

ARTICLE 4.

Les Etats parties condamnent toute propagande et toutes organisations qui s'inspirent d'idées ou de théories fondées sur la supériorité d'une race ou d'un groupe de personnes d'une certaine couleur ou d'une certaine origine ethnique, ou qui prétendent justifier ou encourager toute forme de haine et de discrimination raciales, ils s'engagent à adopter immédiatement des mesures positives destinées à éliminer toute incitation à une telle discrimination, ou tous actes de discrimination, et, à cette fin, tenant compte des principes formulés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et des droits expressément énoncés à l'article 5 de la présente Convention, ils s'engagent notamment:

a) A déclarer délits punissables par la loi toute diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale, toute incitation à la discrimination raciale, ainsi que tous actes de violence, ou provocation à de tels actes, dirigés contre toute race ou tout groupe de personnes d'une autre couleur ou d'une autre origine ethnique, de même que toute assistance apportée à des activités racistes, y compris leur financement;

b) A déclarer illégales et à interdire les organisations ainsi que les activités de propagande organisée et tout autre type d'activité de propa-

gande qui incitent à la discrimination raciale et qui l'encouragent et à déclarer délit punissable par la loi la participation à ces organisations ou à ces activités;

c) A ne pas permettre aux autorités publiques ni aux institutions publiques, nationales ou locales, d'inciter à la discrimination raciale ou de l'encourager.

ARTICLE 5.

Conformément aux obligations fondamentales énoncées à l'article 2 de la présente Convention, les Etats parties s'engagent à interdire et à éliminer la discrimination raciale sous toutes ses formes et à garantir le droit de chacun à l'égalité devant la loi sans distinction de race, de couleur ou d'origine nationale ou ethnique, notamment dans la jouissance des droits suivants:

a) Droit à un traitement égal devant les tribunaux et tout autre organe administrant la justice;

b) Droit à la sûreté de la personne et à la protection de l'Etat contre les voies de fait ou les sévices de la part, soit de fonctionnaires du gouvernement, soit de tout individu, groupe ou institution;

c) Droits politiques, notamment droit de participer aux élections - de voter et d'être candidat - selon le système du suffrage universel et égal, droit de prendre part au gouvernement ainsi qu'à la direction des affaires publiques, à tous les échelons, et droit d'accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques;

d) Autres droits civils, notamment:

i) Droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat;

ii) Droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays;

iii) Droit à une nationalité;

iv) Droit de se marier et de choisir son conjoint;

v) Droit de toute personne, aussi bien seule qu'en association, à la propriété;

vi) Droit d'hériter;

vii) Droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion;

viii) Droit à la liberté d'opinion et d'expression;

ix) Droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques;

e) Droits économiques, sociaux et culturels, notamment:

i) Droits au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail, à la protection contre le chômage, à un salaire égal pour un travail égal, à une rémunération équitable et satisfaisante;

ii) Droit de fonder des syndacats et de s'affilier à des syndacats;

iii) Droit au logement;

iv) Droit à la santé, aux soins médicaux, à la sécurité sociale et aux services sociaux;

v) Droit à l'éducation et à la formation professionnelle;

vi) Droit de prendre part, dans des conditions d'égalité, aux activités culturelles;

f) Droit d'accès à tous lieux et services destinés à l'usage du public, tels que moyens de transport, hôtels, restaurants, cafés, spectacles et parcs.

ARTICLE 6.

Les Etats parties assureront à toute personne soumise à leur juridiction une protection et une voie de recours effectives, devant les tribunaux nationaux et autres organismes d'Etat compétents, contre tous actes de discrimination raciale qui, contrairement à la présente Convention, violeraient ses droits individuels et ses libertés fondamentales, ainsi que le droit de demander à ces tribunaux satisfaction ou réparation juste et adéquate pour tout dommage dont elle pourrait être victime par suite d'une telle discrimination.

ARTICLE 7.

Les Etats parties s'engagent à prendre des mesures immédiates et efficaces, notamment dans les domaines de l'enseignement, de l'éducation, de la culture et de l'information, pour lutter contre les préjugés conduisant à la discrimination raciale et favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre nations et groupes raciaux ou ethniques, ainsi que pour promouvoir les buts et principes de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de la présente Convention.

DEUXIEME PARTIE

ARTICLE 8.

1. Il est constitué un Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (ci-après dénommé le Comité) composé de dix-huit experts connus pour leur haute moralité et leur impartialité, qui sont élus par les Etats parties parmi leurs ressortissants et qui siègent à titre individuel, compte tenu d'une répartition géographique équitable et de la représentation des différentes formes de civilisation ainsi que des principaux systèmes juridiques.

2. Les membres du Comité sont élus au scrutin secret sur une liste de candidats désignés par les Etats parties. Chaque Etat partie peut désigner un candidat choisi parmi ses ressortissants.

3. La première élection aura lieu six mois après la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention. Trois mois au moins avant la date de chaque élection, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies envoie une lettre aux Etats parties pour les inviter à présenter leurs candidatures dans un délai de deux mois. Le Secrétaire général dresse une liste par ordre alphabétique de tous les candidats ainsi désignés, avec indication des Etats parties qui les ont désignés, et la communique aux Etats parties.

4. Les membres du Comité sont élus au cours d'une réunion des Etats parties convoquée par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies. A cette réunion, où le *quorum* est constitué par les deux tiers des Etats parties, sont élus membres du Comité les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des votes des représentants des Etats parties présents et votants.

5. *a*) Les membres du Comité sont élus pour quatre ans. Toutefois, le mandat de neuf des membres élus lors de la première élection prendra

fin au bout de deux ans; immédiatement après la première élection, le nom de ces neuf membres sera tiré au sort par le President du Comité.

b) Pour remplir les vacances fortuites, l'Etat partie dont l'expert a cessé d'exercer ses fonctions de membre du Comité nommera un autre expert parmi ses ressortissants, sous réserve de l'approbation du Comité.

6. Les Etats parties prennent à leur charge les dépenses des membres du Comité pour la période où ceux-ci s'acquittent de foctions au Comité.

ARTICLE 9.

1. Les Etats parties s'engagent à présenter au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour examen par le Comité, un rapport sur les mesures d'ordre législatif, judiciaire, administratif ou autre qu'ils ont arrêtées et qui donnent effet aux dispositions de la présente Convention: *a*) dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la Convention, pour chaque Etat intéressé en ce qui le concerne et *b*) par la suite, tous les deux ans et en outre chaque fois que le Comité en fera la demande. Le Comité peut demander des renseignements complémentaires aux Etats parties.

2. Le Comité soumet chaque année à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire du Secrétaire général, un rapport sur ses activités et peut faire des suggestions et des recommandations d'ordre général fondées sur l'examen des rapports et des renseignements reçus des Etats parties. Il porte ces suggestions et recommandations d'ordre général à la connaissance de l'Assemblée générale avec, le cas échéant, les observations des Etats parties.

ARTICLE 10.

1. Le Comité adopte son règlement intérieur.

2. Le Comité élit son bureau pour une période de deux ans.

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies assure le secrétariat du Comité.

4. Le Comité tient normalement ses réunions au Siège de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 11.

1. Si un Etat partie estime qu'un autre Etat également partie n'applique pas les dispositions de la présente Convention, il peut appeler l'attention du Comité sur la question. Le Comité transmet alors la communication à l'Etat partie intéressé. Dans un délai de trois mois, l'Etat destinataire soumet au Comité des explications ou déclarations écrites éclaircissant la question et indiquant, le cas échéant, les mesures qui peuvent avoir été prises par ledit Etat pour remédier à la situation.

2. Si, dans un délai de six mois à compter de la date de réception de la communication originale par l'Etat destinataire, la question n'est pas réglée à la satisfaction des deux Etats, par voie de négociations bilatérales ou par toute autre procédure qui serait à leur dispositions, l'un comme l'autre auront le droit de la soumettre à nouveau au Comité en adressant une notification au Comité ainsi qu'à l'autre Etat intéressé.

3. Le Comité ne peut connaître d'une affaire qui lui est soumise conformément au paragraphe 2 du présent article qu'après s'être assuré que tous les recours internes disponibles ont été utilisés ou épuisés, conformé-

ment aux principes de droit international généralement reconnus. Cette règle ne s'applique pas si les procédures de recours excédent des délais raisonnables.

4. Dans toute affaire qui lui est soumise, le Comité peut demander aux Etats parties en présence de lui fournir tout renseignement complémentaire pertinent.

5. Lorsque le Comité examine une question en application du présent article, les Etats parties intéressés ont le droit de désigner un représentant qui participera sans droit de vote aux travaux du Comité pendant toute la durée des débats.

ARTICLE 12.

1. *a*) Une fois que le Comité a obtenu et dépouillé tous les renseignements qu'il juge nécessaires, le Président désigne une Commission de conciliation *ad hoc* (ci-après dénommée la Commission) composée de cinq personnes qui peuvent ou non être membres du Comité. Les membres en sont désignés avec l'assentiment entier et unanime des parties au différend et la Commission met ses bons offices à la disposition des Etats intéressés, afin de parvenir à une solution amiable de la question, fondée sur le respect de la présente Convention.

b) Si les Etats parties au différend ne parviennent pas à une entente sur tout ou partie de la composition de la Commission dans un délai de trois mois, les membres de la Commission qui n'ont pas l'assentiment des Etats parties au différend sont élus au scrutin secret parmi les membres du Comité, à la majorité des deux tiers des membres du Comité.

2. Les membres de la Commission siègent à titre individuel. Ils ne doivent pas être ressortissants de l'un des Etats parties au différend ni d'un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention.

3. La Commission élit son Président et adopte son règlement intérieur.

4. La Commission tient normalement ses réunions au Siège de l'Organisation des Nations Unies ou en tout autre lieu approprié que déterminera la Commission.

5. Le secrétariat prévu ou paragraphe 3 de l'article 10 de la présente Convention prête également ses services à la Commission chaque fois que un différend entre des Etats parties entraîne la constitution de la Commission.

6. Toutes les dépenses des membres de la Commission sont réparties également entre les Etats parties au différend, sur la base d'un état estimatif établi par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

7. Le Secrétaire général sera habilité, si besoin est, à défrayer les membres de la Commission de leurs dépenses, avant que le remboursement en ait été effectué par les Etats parties au différend conformément au paragraphe 6 du présent article.

8. Les renseignements obtenus et dépouillés par le Comité sont mis à la disposition de la Commission, et la Commission peut demander aux Etats intéressés de lui fournir tout renseignement complémentaire pertinent.

ARTICLE 13.

1. Après avoir étudié la question sous tous ses aspects, la Commission prépare et soumet au Président du Comité un rapport contenant ses conclusions sur toutes les questions de fait relatives au litige entre les parties et renfermant les recommandations qu'elle juge opportunes en vue de parvenir à un règlement amiable du différend.

2. Le Président du Comité transmet le rapport de la Commission à chacun des Etats parties au différend. Lesdits Etats font savoir au Président du Comité, dans un délai de trois mois, s'ils acceptent, ou non, les recommandations contenues dans le rapport de la Commission.

3. Une fois expiré le délai prévu au paragraphe 2 du présent article, le Président du Comité communique le rapport de la Commission et les déclarations des Etats parties intéressés aux autres Etats parties à la Convention.

ARTICLE 14.

1. Tout Etat partie peut déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications émanant de personnes ou de groupes de personnes relevant de sa juridiction qui se plaignent d'être victimes d'une violation, par ledit Etat partie, de l'un quelconque des droits énoncés dans la présente Convention. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie qui n'a pas fait une telle déclaration.

2. Tout Etat partie qui fait une déclaration conformément au paragraphe 1 du présent article peut créer ou désigner un organisme dans le cadre de son ordre juridique national, qui aura compétence pour recevoir et examiner les pétitions émanant de personnes ou de groupes de personnes relevant de la juridiction dudit Etat qui se plaignent d'être victimes d'une violation de l'un quelconque des droits énoncés dans la présente Convention et qui ont épuisé les autres recours locaux disponibles.

3. La déclaration faite conformément au paragraphe 1 du présent article et le nom de tout organisme créé ou désigné conformément au paragraphe 2 du présent article sont déposés par l'Etat partie intéressé auprés du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en communique copie aux autres Etats parties. La déclaration peut être retirée à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire général, mais ce retrait n'affecte pas les communications dont le Comité est déjà saisi.

4. L'organisme créé ou désigné conformément au paragraphe 2 du présent article devra tenir un registre des pétitions et des copies certifiées conformes du registre seront déposées chaque année auprès du Secrétaire général par les voies appropriées, étant entendu que le contenu desdites copies ne sera pas divulgué au public.

5. S'il n'obtient pas satisfaction de l'organisme créé ou désigné conformément au paragraphe 2 du présent article, le pétitionnaire a le droit d'adresser, dans les six mois, une communication à cet effet au Comité.

6. *a*) Le Comité porte, à titre confidentiel, toute communication qui lui est adressée à l'attention de l'Etat partie qui a prétendument violé l'une quelconque des dispositions de la Convention, mais l'identité de la personne ou des groupes de personnes intéressés ne peut être révélée sans le consentement exprès de ladite personne ou desdits groupes de personnes. Le Comité ne reçoit pas de communications anonymes.

b) Dans les trois mois qui suivent, ledit Etat soumet par écrit au Comité des explications ou déclarations éclaircissant la question et indiquant, le cas échéant, les mesures qu'il pourrait avoir prises pour remédier à la situation.

7. *a*) Le Comité examine les communications en tenant compte de toutes les informations qui lui sont soumises par l'Etat partie intéressé et par le pétitionnaire. Le Comité n'examinera aucune communication d'un pétitionnaire sans s'être assuré que celui-ci a épuisé tous les recours in-

ternes disponibles. Toutefois, cette règle ne s'applique pas si les procédures de recours excèdent des délais raisonnables.

b) Le Comité adresse ses suggestions et recommandations éventuelles à l'Etat partie intéressé et au pétitionnaire.

8. Le Comité inclut dans son rapport annuel un résumé de ces communication et, le cas échéant, un résumé des explications et déclarations des Etats parties intéressés ainsi que de ses propres suggestions et recommandations.

9. Le Comité n'a compétence pour s'acquitter des fonctions prévues au présent article que si au moins dix Etats parties à la Convention sont liés par des déclarations faites conformément au paragraphe 1 du present article.

ARTICLE 15.

1. En attendant la réalisation des objectifs de la Déclaration sur le octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, en date du 14 décembre 1960, les dispositions de la présente Convention ne restreignent en rien le droit de pétition accordé à ces peuples par d'autres instruments internationaux ou par l'Organisation des Nations Unies ou ses institutions spécialisées.

2. *a*) Le Comité constitué conformément au paragraphe 1 de l'article 8 de la présente Convention reçoit copie des pétitions venant des organes de l'Organisation des Nations Unies qui s'occupent de questions ayant un rapport direct avec les principes et les objectifs de la présente Convention, et exprime une opinion et fait des recommandations au sujet des pétitions recues lors de l'examen des pétitions émanant des habitants de territoires sous tutelle ou non autonomes ou de tout autre territoire auquel s'applique la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et ayant trait à des questions visées par la présente Convention, dont sont saisis lesdits organes.

b) Le Comité reçoit des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies copie des rapports concernant les mesures d'ordre législatif, judiciaire, administratif ou autre intéressant directement les principes et objectifs de la présente Convention que les puissances administrantes ont appliquées dans les territoires mentionnés à l'alinéa *a* du présent paragraphe et exprime des avis et fait des recommandations à ces organes.

3. Le Comité inclut dans ses rapports à l'Assemblée générale un résumé des pétitions et des rapports qu'il a reçus d'organes de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les expressions d'opinion et les recommandations qu'ont appelées de sa part lesdits pétitions et rapports.

4. Le Comité prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de lui fournir tous renseignements ayant trait aux objectifs de la présente Convention, dont celui-ci dispose au sujet des territoires mentionnés à l'alinéa *a* du paragraphe 2 du présent article.

ARTICLE 16.

Les dispositions de la présente Convention concernant les mesures à prendre pour régler un différend ou liquider une plainte s'appliquent sans préjudice des autres procédures de règlement des différends ou de liquidation des plaintes en matière de discrimination prévues dans des instruments constitutifs de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spé-

cialisées ou dans des conventions adoptées par ces organisations, et n'empêchent pas les Etats parties de recourir à d'autres procédures pour le règlement d'un différend conformément aux accords internationaux généraux ou spéciaux qui les lient.

TROISIEME PARTIE

ARTICLE 17.

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre de l'une quelconque de ses institutions spécialisées, de tout Etat partie au Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi que de tout autre Etat invité par la Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à devenir partie à la présente Convention.
2. La présente Convention est sujette à ratification et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 18.

1. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout Etat visé au paragraphe 1 de l'article 17 de la Convention.
2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 19.

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-septième instrument de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la présente Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-septième instrument de ratification ou d'adhésion, ladite Convention entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 20.

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies recevra et communiquera à tous les Etats qui sont ou qui peuvent devenir parties à la présente Convention le texte des réserves qui auront été faites au moment de la ratification ou de l'adhésion. Tout Etat qui élève des objections contre la réserve avisera le Secrétaire général, dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date de ladite communication, qu'il n'accepte pas ladite réserve.
2. Aucune réserve incompatible avec l'objet et le but de la présente Convention ne sera autorisée non plus qu'aucune réserve qui aurait pour effet de paralyser le fonctionnement de l'un quelconque des organes créés par la Convention. Une réserve sera considérée comme rentrant dans les catégories définies ci-dessus si les deux tiers au moins des Etats parties à la Convention élèvent des objections.

3. Les réserves peuvent être retirées à tout moment par voie de notification adressée au Secrétaire général. La notification prendra effet à la date de réception.

ARTICLE 21.

Tout Etat partie peut dénoncer la présente Convention par voie de notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation portera effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

ARTICLE 22.

Tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, qui n'aura pas été réglé par voie de négociation ou au moyen des procédures expressément prévues par ladite Convention, sera porté, à la requête de toute partie au différend, devant la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet, à moins que les parties au différend ne conviennent d'un autre mode de règlement.

ARTICLE 23.

1. Tout Etat partie peut formuler à tout moment une demande de revision de la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
2. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies statuera sur les mesures à prendre, le cas échéant, au sujet de cette demande.

ARTICLE 24.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 17 de la présente Convention:

a) Des signatures apposées à la présente Convention et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément aux articles 17 et 18;
b) De la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 19;
c) Des communications et déclarations reçues conformément aux articles 14, 20 et 23;
d) Des dénonciations notifiées conformément à l'article 21.

ARTICLE 25.

1. La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposée aux archives de l'Organisation des Nations Unies.
2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fera tenir une copie certifiée conforme de la présente Convention à tous les Etats appartenant à l'une quelconque des catégories mentionnées au paragraphe 1 de l'article 17 de la Convention.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, qui a été ouverte à la signature à New York, le sept mars mil neuf cent soixante-six.

Pour l'Afghanistan:

Pour l'Albanie:

Pour l'Algérie:

T. BOUATTOURA — 9 décembre 1966

Pour l'Argentine:

JOSÉ MARIA RUDA

Pour l'Australie:

PAUL HASLUCK — October 13, 1966

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:

C. SCHUURMANS — 17 août 1967

Pour la Bolivie:

F. ORTIZ SANZ — 7th June, 1966

Pour le Brésil:

JOSÉ SETTE CAMARA

Pour la Bulgarie:

Sous la réserve suivante:

La République populaire de Bulgarie ne se considère pas comme liée par les dispositions de l'article 22 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale prevoyant la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice pour la solution des différends touchant l'interprétation et l'application de la Convention. La République populaire de Bulgarie maintient sa position, à savoir que, pour qu'un différend entre deux ou plusieurs Etats puisse être porté devant la Cour internationale de Justice, il est nécessaire d'avoir, dans chaque cas particulier, l'accord de tous les Etats parties au différend.

M. TARABANOV — 1er juin 1966

Pour la Birmanie:

Pour le Burundi:

TERENCE NSANZE — Février 1, 1967

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

G. TCHERNOUCHTCHENKO

Pour le Cambodge:

H. SAMBATH — 12 avril 1966

Pour le Cameroun:

J. N. OWONO — 12 décembre 1966

Pour le Canada:

Sous réserve de ratification.

GEORGE IGNATIEFF

Pour la République Centrafricaine·

G. DOUATHE

Pour Ceylan:

Pour le Tchad:

Pour le Chili:

GABRIEL VALDES — 3 octubre de 1966

Pour la Chine:

LIU CHIEH — 31 March 1966

Pour la Colombie:

JULIO CESAR TURBAY — Marzo 23-1967

Pour le Congo (Brazzaville):

Pour le Congo (République Démocratique du):

Pour le Costa Rica:

J. L. REDONDO GOMEZ — March 14, 1966

Pour Cuba:

Con la declaracion de que el Gobierno de la Republica de Cuba hará las reservas que estime conveniente al momento de ratificar esta Convención, en su caso.

JUAN JUARBE Y JUARBE — 7 de Junio de 1966

Pour Chypre:

ZENON ROSSIDES — 12th December 1966

Pour la Tchécoslovaquie:

With the following reservation:

The Czechoslovak Socialist Republic does not consider itself bound by the provision of Article 22 and maintains that any dispute between two or more Parties over the interpretation or application of the Con-

vention, which is not settled by negotiation or by the procedures expressly provided for in the Convention, can be referred to the international Court of Justice only at the request of all the parties to the dispute, if they did not agree to another means of settlement.

Dr. MILAN KLUSAK — 7 October 1966

Pour le Dahomey:

LOUIS IGNACIO-PINTO — 2 février 1967

Pour le Danemark:

H. TABOR — New York, 21 June 1966

Pour la République Dominicaine:

Pour l'Equateur:

Pour El Salvador:

Pour l'Ethiopie:

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

WILLY BRANDT — February 10, 1967

Pour la Finlande:

MAX JAKOBSON — Oct. 6, 1966

Pour la France:

Pour le Gabon:

J. BIYOGHO — 20-9-66

Pour la Gambie:

Pour le Ghana:

FREDERICK S. ARKHURST — 8 September 1966

Pour la Grèce:

ALEXIS S. LIATIS

Pour le Guatemala:

R. CADENA HERNANDEZ — 8 September 1967

Pour la Guinée:

MAROF ACHKAR — 24 mars 1966

Pour Haiti:

Pour le Saint-Siège:

ALBERTO GIOVANNETTI — Nov. 21st, 1966

Pour le Honduras:

Pour la Hongrie:

KAROLY CSATORDAY — New York, 15 Sept. 1966

Pour l'Islande:

HANNES KJARTANSSON — New York, Nov. 14th 1966

Pour l'Inde:

G. PARTHASARATHI — 2nd March, 1967

Pour l'Indonésie:

Pour l'Iran:

M. VAKIL — 8th March 1967

Pour l'Iraq:

ADNAN PACHACHI — Feb. 18, 1969

Pour l'Irlande:

C. C. CREMIN — 21.III.1968

Pour Israel:

MICHAEL COMAY

Pour l'Italie:

PIERO VINCI — 13th March 1968

Pour la Côte-d'Ivoire:

Pour la Jamaique:

E. R. RICHARDSON — 14th August 1966

Pour le Japon:

Pour la Jordanie:

Pour le Kenya:

Pour le Koweit:

Pour le Laos:

Pour le Liban:

Pour le Libéria:

Pour la Libye:

Pour le Liechtenstein:

Pour le Luxembourg:

PIERRE WURTH — 12 décembre 1967

Pour Madagascar:

Avec la réserve suivante:

La République Malgache ne se considère pas comme liée par les dispositions de l'article 22 de la Convention, selon lesquelles tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties touchant l'interprétation ou l'application de la Convention sera porté, à la requête de toute partie au différend, devant la Cour internationale de Justice, et déclare que, pour qu'un tel différend puisse être porté devant la Cour internationale, il faut dans chaque cas particulier avoir l'accord de toutes les parties au différend.

LOUIS RAKOTOMALALA — 18 Décembre 1967

Pour le Malawi:

Pour la Malaisie:

Pour les Iles Maldives:

Pour le Mali:

Pour Malte:

ARVID PARDO — 5 September 1968

With annexed declaration

Pour la Mauritanie:

ABDALLAHI OULD DADDAH — Le 21 décembre 1966

Pour le Mexique:

FRANCISCO CUEVAS CANCINO — NY, 1-XI-66

Pour Monaco:

Pour la Mongolie:

L. TOIV — 3/V/66

Pour le Maroc:

Avec la réserve suivante:

Le Royaume du Maroc ne se considère pas comme lié par les dispositions de l'article 22 de la Convention prévoyant que tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties touchant l'interprétation ou l'application de la Convention sera porté, à la requête de toute partie au différend, devant la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à ce sujet. Le Royaume du Maroc déclare que, pour qu'un différend entre deux ou plusieurs Etats puisse être porté devant la Cour internationale de Justice, il est nécessaire d'avoir, dans chaque cas particulier, l'accord de tous les Etats parties au différend.

AHMED TAIBI BENHIMA — 18 septembre 1967

Pour le Népal:

Pour les Pays-Bas:

J. G. DE BEUS — 24 October, 1966

Pour la Nouvelle-Zélande:

FRANK CORNER — 25 October 1966

Pour le Nicaragua:

Pour le Niger:

I. S. DJERMAKOYE — le 14 mars 1966

Pour la Nigéria:

Pour la Norvège:

EDVARD HAMBRO — November 21st, 1966

Pour le Pakistan:

S. AMJAD ALI — 19 September 1966

Pour le Panama:

AQUILINO BOYD — 8 Dic. 1966

Pour le Paraguay:

Pour le Pérou:

CARLOS MACKEHENIE

Pour les Philippines:

SALVADOR P. LOPEZ

Pour la Pologne:

B. LEWANDOWSKI

Pour le Portugal:

Pour la République de Corée:

Pour la République du Viet-Nam:

Pour la Roumanie:

Pour le Rwanda:

Pour Saint-Marin:

Pour l'Arabie Saoudite:

Pour le Sénégal:

IBRAHIMA BOYE — 22 juillet 1968

Pour le Sierre Leone:

GERSHON B. O. COLLIER — 17th November, 1966

Pour Singapour:

Pour la Somalie:

ABDULRAHIM ABBY FARAH — 26th January 1967

Pour l'Afrique du Sud:

Pour l'Espagne:

Pour le Soudan:

Pour la Suède:

SVERKER C. ASTRÖM — May, 5 1966

Pour la Suisse:

Pour la Syrie:

Pour la Thailande:

Pour le Togo:

Pour la Trinité et Tobago:

P. V. SOLOMON — 9th June 1967

Pour la Tunisie:

TAIEB SLIM — le 12 avril 1966

Pour la Turquie:

Pour l'Ouganda:

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:

S. CHEVTCHENKO

Pour l'Union des Républiques Socialistes Sovietiques:

N. FEDORENKO

Pour la République Arabe Unie:

The United Arab Republic does not consider itself bound by the previsions of Article 22 of the Convention, under which any dispute between two or more States Parties with respect to the interpretation or application of the Convention is, at the request of any of the dispute, to be referred to the International Court of Justice for decision, and it

states that, in each individual case, the consent of all parties to such a dispute is necessary for referring the dispute to the International Court of Justice.

M. EL KONY — 28 Sept. 1966

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

CARADON — 11th October, 1966

Pour la République-Unie de Tanzanie:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

ARTHUR J. GOLDBERG — 29 Sept. 1966

Pour la Haute-Volta:

Pour l'Uruguay:

PEDRO P. BERRO — 21 Febrero 1967

Pour le Venezuela:

PEDRO ZULOAGA — 21 de Abril de 1967

Pour le Samoa-Occidental:

Pour le Yemen:

Pour la Yougoslavie:

DANILO LEKIC

Pour la Zambie:

V. J. MWAANGA — 11th October 1968

Pour la Guyane:

JOHN CARTER — 11th October 1968

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE INTERNAZIONALE SULL'ELIMINAZIONE DI OGNI FORMA DI DISCRIMINAZIONE RAZZIALE

Gli Stati Parti della presente Convenzione,

Considerando che lo Statuto delle Nazioni Unite è basato sui principi della dignità e dell'eguaglianza di tutti gli esseri umani, e che tutti gli Stati membri si sono impegnati ad agire, sia congiuntamente sia separatamente in collaborazione con l'Organizzazione, allo scopo di raggiungere uno degli obiettivi delle Nazioni Unite, e precisamente: sviluppare ed incoraggiare il rispetto universale ed effettivo dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali per tutti, senza distinzione di razza, sesso, lingua o religione,

Considerando che la Dichiarazione universale dei diritti dell'uomo proclama che tutti gli esseri umani nascono liberi ed uguali per dignità e diritti e che ciascuno può valersi di tutti i diritti e di tutte le libertà che vi sono enunciate, senza alcuna distinzione di razza, colore od origine nazionale,

Considerando che tutti gli uomini sono uguali davanti alla legge ed hanno diritto ad una uguale protezione legale contro ogni discriminazione ed ogni incitamento alla discriminazione,

Considerando che le Nazioni Unite hanno condannato il colonialismo e tutte le pratiche segregazionistiche e discriminatorie che lo accompagnano, sotto qualunque forma e in qualunque luogo esistano, e che la Dichiarazione sulla concessione dell'indipendenza ai paesi ed ai popoli coloniali, del 14 dicembre 1960 (Risoluzione n. 1514 [XV] dell'Assemblea generale) ha asserito e proclamato solennemente la necessità di porvi rapidamente ed incondizionatamente fine,

Considerando che la Dichiarazione delle Nazioni Unite sull'eliminazione di ogni forma di discriminazione razziale del 20 novembre 1963 (Risoluzione n. 1904 [XVIII] dell'Assemblea generale) asserisce solennemente la necessità di eliminare rapidamente tutte le forme e tutte le manifestazioni di discriminazione razziale in ogni parte del mondo, nonché di assicurare la comprensione ed il rispetto della dignità della persona umana,

Convinti che qualsiasi dottrina di superiorità fondata sulla distinzione tra le razze è falsa scientificamente, condannabile moralmente ed ingiusta e pericolosa socialmente, e che nulla potrebbe giustificare la discriminazione razziale, né in teoria né in pratica,

Riaffermando che la discriminazione tra gli esseri umani per motivi fondati sulla razza, il colore o l'origine etnica costituisce un ostacolo alle amichevoli e pacifiche relazioni tra le Nazioni ed è suscettibile di turbare la pace e la sicurezza tra i popoli nonché la coesistenza armoniosa degli individui che vivono all'interno di uno stesso Stato,

Convinti che l'esistenza di barriere razziali è incompatibile con gli ideali di ogni società umana,

Allarmati dalle manifestazioni di discriminazione razziale che hanno ancora luogo in certe regioni del mondo e dalle politiche dei governi fon-

date sulla superiorità o sull'odio razziale, quali le politiche di « *apartheid* », di segregazione o di separazione,

Risoluti ad adottare tutte le misure necessarie alla rapida eliminazione di ogni forma e di ogni manifestazione di discriminazione razziale nonché a prevenire ed a combattere le dottrine e le pratiche razziali allo scopo di favorire il buon accordo tra le razze ed a costruire una comunità internazionale libera da ogni forma di segregazione e di discriminazione razziale,

Ricordando la Convenzione sulla discriminazione in materia di impiego e di professione adottata dall'Organizzazione internazionale del lavoro nel 1958 e la Convenzione sulla lotta contro la discriminazione in materia di insegnamento adottata nel 1960 dall'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura,

Desiderosi di dare esecuzione ai princìpi enunciati nella Dichiarazione delle Nazioni Unite e relativi all'eliminazione di ogni forma di discriminazione razziale nonché di assicurare il più rapidamente possibile l'adozione di misure pratiche a tale scopo,

Hanno convenuto quanto segue:

PARTE PRIMA

Articolo 1.

1. Nella presente Convenzione, l'espressione « discriminazione razziale » sta ad indicare ogni distinzione, esclusione, restrizione o preferenza basata sulla razza, il colore, l'ascendenza o l'origine nazionale o etnica, che abbia lo scopo o l'effetto di distruggere o di compromettere il riconoscimento, il godimento o l'esercizio, in condizioni di parità, dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali in campo politico, economico, sociale e culturale o in ogni altro settore della vita pubblica.

2. La presente Convenzione non si applica alle distinzioni, esclusioni, restrizioni o trattamenti preferenziali stabiliti da uno Stato parte della Convenzione a seconda che si tratti dei propri cittadini o dei non-cittadini.

3. Nessuna disposizione della presente Convenzione può essere interpretata come contrastante con le disposizioni legislative degli Stati parti della Convenzione e che si riferiscono alla nazionalità, alla cittadinanza o alla naturalizzazione, a condizione che tali disposizioni non siano discriminatorie nei confronti di una particolare nazionalità.

4. Le speciali misure adottate al solo scopo di assicurare convenientemente il progresso di alcuni gruppi razziali od etnici o di individui cui occorra la protezione necessaria per permettere loro il godimento e l'esercizio dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali in condizioni di eguaglianza non sono considerate misure di discriminazione razziale, a condizione tuttavia che tali misure non abbiano come risultato la conservazione di diritti distinti per speciali gruppi razziali e che non vengano tenute in vigore una volta che siano raggiunti gli obiettivi che si erano prefisse.

Articolo 2.

1. Gli Stati contraenti condannano la discriminazione razziale e si impegnano a continuare, con tutti i mezzi adeguati e senza indugio, una politica tendente ad eliminare ogni forma di discriminazione razziale ed a favorire l'intesa tra tutte le razze, e, a tale scopo:

a) Ogni Stato contraente si impegna a non porre in opera atti o pratiche di discriminazione razziale verso individui, gruppi di individui od

istituzioni ed a fare in modo che tutte le pubbliche attività e le pubbliche istituzioni, nazionali e locali, si uniformino a tale obbligo;

b) Ogni Stato contraente si impegna a non incoraggiare, difendere ed appoggiare la discriminazione razziale praticata da qualsiasi individuo od organizzazione;

c) Ogni Stato contraente deve adottare delle efficaci misure per rivedere le politiche governative nazionali e locali e per modificare, abrogare o annullare ogni legge ed ogni disposizione regolamentare che abbia il risultato di creare la discriminazione o perpetuarla ove esista;

d) Ogni Stato contraente deve, se le circostanze lo richiedono, vietare e por fine con tutti i mezzi più opportuni, provvedimenti legislativi compresi, alla discriminazione razziale praticata da singoli individui, gruppi od organizzazioni;

e) Ogni Stato contraente s'impegna, ove occorra, a favorire le organizzazioni ed i movimenti integrazionisti multirazziali e gli altri mezzi ad eliminare le barriere che esistono tra le razze, nonché a scoraggiare quanto tende a rafforzare la separazione razziale.

2. Gli Stati contraenti, se le circostanze lo richiederanno, adotteranno delle speciali e concrete misure in campo sociale, economico, culturale o altro, allo scopo di assicurare nel modo dovuto, lo sviluppo o la protezione di alcuni gruppi razziali o di individui appartenenti a tali gruppi per garantire loro, in condizioni di parità, il pieno esercizio dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali. Tali misure non potranno avere, in alcun caso, il risultato di mantenere i diritti disuguali o distinti per speciali gruppi razziali, una volta che siano stati raggiunti gli obiettivi che si erano prefissi.

ARTICOLO 3.

Gli Stati contraenti condannano in particolar modo la segregazione razziale e l'« *apartheid* » e si impegnano a prevenire, vietare ed eliminare sui territori sottoposti alla loro giurisdizione, tutte le pratiche di tale natura.

ARTICOLO 4.

Gli Stati contraenti condannano ogni propaganda ed ogni organizzazione che s'ispiri a concetti ed a teorie basate sulla superiorità di una razza o di un gruppo di individui di un certo colore o di una certa origine etnica, o che pretendano di giustificare o di incoraggiare ogni forma di odio e di discriminazione razziale, e si impegnano ad adottare immediatamente misure efficaci per eliminare ogni incitamento ad una tale discriminazione od ogni atto discriminatorio, tenendo conto, a tale scopo, dei princìpi formulati nella Dichiarazione universale dei diritti dell'uomo e dei diritti chiaramente enunciati nell'articolo 5 della presente Convenzione, ed in particolare:

a) A dichiarare crimini punibili dalla legge, ogni diffusione di idee basate sulla superiorità o sull'odio razziale, ogni incitamento alla discriminazione razziale, nonché ogni atto di violenza, od incitamento a tali atti diretti contro ogni razza o gruppo di individui di colore diverso o di diversa origine etnica, come ogni aiuto apportato ad attività razzistiche, compreso il loro finanziamento;

b) A dichiarare illegali ed a vietare le organizzazioni e le attività di propaganda organizzate ed ogni altro tipo di attività di propaganda che

incitino alla discriminazione razziale e che l'incoraggino, nonché a dichiarare reato punibile dalla legge la partecipazione a tali organizzazioni od a tali attività;

c) A non permettere né alle pubbliche autorità, né alle pubbliche istituzioni, nazionali o locali, l'incitamento o l'incoraggiamento alla discriminazione razziale.

ARTICOLO 5.

In base agli obblighi fondamentali di cui all'articolo 2 della presente Convenzione, gli Stati contraenti si impegnano a vietare e ad eliminare la discriminazione razziale in tutte le sue forme ed a garantire a ciascuno il diritto alla eguaglianza dinanzi alla legge senza distinzione di razza, colore od origine nazionale o etnica, nel pieno godimento dei seguenti diritti:

a) Diritto ad un eguale trattamento avanti i tribunali ed a ogni altro organo che amministri la giustizia;

b) Diritto alla sicurezza personale ed alla protezione dello Stato contro le violenze o le sevizie da parte sia di funzionari governativi, sia di ogni individuo, gruppo od istituzione;

c) Diritti politici, ed in particolare il diritto di partecipare alle elezioni, di votare e di presentarsi candidato in base al sistema del suffragio universale ed eguale per tutti, il diritto di partecipare al governo ed alla direzione degli affari pubblici, a tutti i livelli, nonché il diritto di accedere, a condizioni di parità, alle cariche pubbliche;

d) Altri diritti civili quali:

i) Il diritto di circolare liberamente e di scegliere la propria residenza all'interno dello Stato;

ii) Il diritto di lasciare qualsiasi paese, compreso il proprio, e di tornare nel proprio paese;

iii) Il diritto alla nazionalità;

iv) Il diritto a contrarre matrimonio ed alla scelta del proprio coniuge;

v) Il diritto alla proprietà di qualsiasi individuo, sia in quanto singolo sia in società con altri;

vi) Il diritto all'eredità;

vii) Il diritto alla libertà di pensiero, di coscienza e di religione;

viii) Il diritto alla libertà di opinione e di espressione;

ix) Il diritto alla libertà di riunione e di pacifica associazione;

e) I diritti economici, sociali e culturali, ed in particolare:

i) I diritti al lavoro, alla libera scelta del proprio lavoro, a condizioni di lavoro eque e soddisfacenti, alla protezione dalla disoccupazione, ad un salario uguale a parità di lavoro uguale, ad una remunerazione equa e soddisfacente;

ii) Il diritto di fondare dei sindacati e di iscriversi a sindacati;

iii) Il diritto all'alloggio;

iv) Il diritto alla sanità, alle cure mediche, alla previdenza sociale ed ai servizi sociali;

v) Il diritto all'educazione ed alla formazione professionale;

vi) Il diritto di partecipare in condizioni di parità alle attività culturali;

f) Il diritto di accesso a tutti i luoghi e servizi destinati ad uso pubblico, quali i mezzi di trasporto, gli alberghi, i ristoranti, i caffè, gli spettacoli ed i parchi.

ARTICOLO 6.

Gli Stati contraenti garantiranno ad ogni individuo sottoposto alla propria giurisdizione una protezione ed un mezzo di gravame effettivi davanti ai tribunali nazionali ed agli altri organismi dello Stato competenti, per tutti gli atti di discriminazione razziale che, contrariamente alla presente Convenzione, ne violerebbero i diritti individuali e le libertà fondamentali nonché il diritto di chiedere a tali tribunali soddisfazione o una giusta ed adeguata riparazione per qualsiasi danno di cui potrebbe essere stata vittima a seguito di una tale discriminazione.

ARTICOLO 7.

Gli Stati contraenti si impegnano ad adottare immediate ed efficaci misure, in particolare nei campi dell'insegnamento, dell'educazione, della cultura e dell'informazione, per lottare contro i pregiudizi che portano alla discriminazione razziale e a favorire la comprensione, la tolleranza e l'amicizia tra le Nazioni ed i gruppi razziali ed etnici, nonché a promuovere gli scopi ed i princìpi dello Statuto delle Nazioni Unite, della Dichiarazione universale dei diritti dell'uomo, della Dichiarazione delle Nazioni Unite sull'eliminazione di tutte le forme di discriminazione razziale, e della presente Convenzione.

SECONDA PARTE

ARTICOLO 8.

1. Viene istituito un Comitato per l'eliminazione della discriminazione razziale (qui appresso indicato « il Comitato ») composto di diciotto esperti noti per il loro alto senso morale e la loro imparzialità, che vengono eletti dagli Stati contraenti fra i loro cittadini e che vi partecipano a titolo personale, tenuto conto di una equa ripartizione geografica e della rappresentanza delle varie forme di civiltà nonché dei più importanti sistemi giuridici.

2. I membri del Comitato sono eletti a scrutinio segreto dalla lista di candidati designati dagli Stati contraenti. Ogni Stato contraente può designare un candidato scelto tra i propri cittadini.

3. La prima elezione avrà luogo sei mesi dopo la data di entrata in vigore della presente Convenzione. Almeno tre mesi prima della data di ogni elezione, il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite invia agli Stati contraenti una lettera per invitarli a presentare le proprie candidature entro un termine di due mesi. Il Segretario generale compila una lista per ordine alfabetico di tutti i candidati così designati, con l'indicazione degli Stati contraenti che li hanno designati, e la comunica agli Stati contraenti.

4. I membri del Comitato sono eletti nel corso di una riunione degli Stati contraenti, indetta dal Segretario generale presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. In tale riunione, ove il *quorum* è formato dai due terzi degli Stati contraenti, vengono eletti membri del Comitato i candidati che ottengono il maggior numero di voti e la maggioranza assoluta dei voti dei rappresentanti degli Stati contraenti presenti e votanti.

5. *a*) I membri del Comitato restano in carica quattro anni. Tuttavia, il mandato di nove tra i membri eletti nel corso della prima elezione avrà

termine dopo due anni; subito dopo la prima elezione, il nome di questi nove membri sarà sorteggiato dal Presidente del Comitato.

b) Per colmare le casuali vacanze, lo Stato contraente il cui esperto abbia cessato di esercitare le proprie funzioni di Membro del Comitato nominerà un altro esperto tra i propri concittadini, con riserva dell'approvazione del Comitato.

6. Le spese dei membri del Comitato, per il periodo in cui assolvono le loro funzioni in seno al Comitato sono a carico degli Stati contraenti.

ARTICOLO 9.

1. Gli Stati contraenti s'impegnano a presentare al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, perché venga esaminato dal Comitato, un rapporto sulle misure di carattere legislativo, giudiziario, amministrativo o di altro genere che sono state prese per dare esecuzione alle disposizioni della presente Convenzione: *a*) entro il termine di un anno a partire dall'entrata in vigore della Convenzione, per ogni Stato interessato per ciò che lo riguarda e *b*) in seguito, ogni due anni ed inoltre ogni volta che il Comitato ne farà richiesta. Il Comitato può chiedere agli Stati contraenti delle informazioni supplementari.

2. Il Comitato sottopone ogni anno all'Assemblea generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, per il tramite del Segretario generale, un rapporto sulle proprie attività e può dare suggerimenti e fare raccomandazioni di carattere generale, in base ai rapporti ed alle informazioni che ha ricevuto dagli Stati contraenti. Tali suggerimenti e raccomandazioni di carattere generale unitamente, ove occorra, alle osservazioni degli Stati contraenti, vengono portate a conoscenza dell'Assemblea generale.

ARTICOLO 10.

1. Il Comitato stabilisce il proprio regolamento interno.

2. Il Comitato nomina il proprio ufficio per un periodo di due anni.

3. Il servizio di segreteria del Comitato è fornito dal Segretario generale delle Nazioni unite.

4. Il Comitato tiene normalmente le proprie riunioni presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 11.

1. Qualora uno Stato contraente ritenga che un altro Stato contraente non applichi le disposizioni della presente Convenzione, può richiamare l'attenzione del Comitato sulla questione. Il Comitato trasmette allora la comunicazione allo Stato contraente interessato. Entro un termine di tre mesi, lo Stato che ha ricevuto la comunicazione manda al Comitato le giustificazioni o delle dichiarazioni scritte che chiariscano il problema ed indichino, ove occorra, le eventuali misure adottate da detto Stato per porre rimedio alla situazione.

2. Ove, entro un termine di sei mesi a partire dalla data del ricevimento della comunicazione iniziale da parte dello Stato destinatario, il problema non sia stato risolto con soddisfazione di entrambi gli Stati, sia mediante negoziati bilaterali che mediante qualsiasi altra procedura di cui potranno disporre, sia l'uno che l'altro avranno il diritto di sottoporre nuo-

vamente il problema al Comitato inviandone notifica al Comitato stesso nonché all'altro Stato interessato.

3. Il Comitato non può occuparsi di una questione che gli è sottoposta in conformità del paragrafo 2 del presente articolo che dopo essersi accertato che tutti i ricorsi interni a disposizione sono stati utilizzati o esperiti conformemente ai princìpi generalmente riconosciuti del diritto internazionale. Tale regola non viene applicata quando le procedure di ricorso superano dei termini ragionevoli.

4. Il Comitato può rivolgersi direttamente agli Stati contraenti per chiedere loro tutte le informazioni supplementari relative alla questione che gli viene sottoposta.

5. Allorché, in applicazione del presente articolo, il Comitato esamina una questione, gli Stati contraenti interessati hanno diritto di nominare un rappresentante che parteciperà, senza diritto di voto, ai lavori del Comitato per tutta la durata delle discussioni.

ARTICOLO 12.

1. *a*) Dopo che il Comitato ha ricevuto e vagliato tutte le informazioni che sono ritenute necessarie, il Presidente nomina una Commissione conciliativa *ad hoc* (qui appresso indicata « la Commissione ») composta di cinque persone che possono essere o meno membri del Comitato. I membri sono nominati con il pieno ed unanime consenso delle Parti in controversia e la Commissione pone i propri buoni uffici a disposizione degli Stati interessati, allo scopo di giungere ad una amichevole soluzione del problema, basata sul rispetto della presente Convenzione.

b) Se gli Stati parti nella controversia non giungono ad un'intesa sulla totale o parziale composizione della Commissione entro un termine di tre mesi, i membri della Commissione che non hanno ottenuto il consenso degli Stati parti nella controversia vengono scelti a scrutinio segreto tra i membri del Comitato ed eletti a maggioranza di due terzi dei membri del Comitato stesso.

2. I membri della Commissione partecipano a titolo personale. Essi non devono essere cittadini di uno degli Stati parti nella controversia, né cittadini di uno Stato che non sia parte della presente Convenzione.

3. La Commissione elegge il proprio Presidente ed adotta il proprio regolamento interno.

4. La Commissione tiene normalmente le proprie riunioni presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o in ogni altro luogo conveniente che verrà stabilito dalla Commissione stessa.

5. Il Segretariato di cui al paragrafo 3 dell'articolo 10 della presente Convenzione pone egualmente i propri servigi a disposizione della Commissione ogni volta che una controversia tra gli Stati parti comporti la costituzione della Commissione stessa.

6. Tutte le spese sostenute dai membri della Commissione vengono ripartite in ugual misura tra gli Stati parti nella controversia, sulla base di valutazioni eseguite dal Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

7. Il Segretario generale sarà autorizzato, ove occorra, a rimborsare ai Membri della Commissione le spese sostenute, prima ancora che il rimborso sia stato effettuato dagli Stati parti nella controversia in conformità del paragrafo 6 del presente articolo.

8. Le informazioni ricevute ed esaminate dal Comitato sono poste a disposizione della Commissione, e la Commissione può chiedere agli Stati interessati di fornirle ogni informazione supplementare al riguardo.

ARTICOLO 13.

1. Dopo aver studiato il problema in tutti i suoi aspetti, la Commissione prepara e sottopone al Presidente del Comitato un rapporto con le sue conclusioni su tutte le questioni di fatto relative alla vertenza tra le parti e con le raccomandazioni che ritiene più opportune per giungere ad una amichevole risoluzione della controversia.

2. Il Presidente del Comitato trasmette il rapporto della Commissione a ciascuno degli Stati parti nella controversia. I detti Stati fanno conoscere al Presidente del Comitato, entro il termine di tre mesi, se accettano o meno le raccomandazioni contenute nel rapporto della Commissione.

3. Allo spirare del termine di cui al paragrafo 2 del presente articolo, il Presidente del Comitato comunica il rapporto della Commissione nonché le dichiarazioni degli Stati parti interessati agli altri Stati parti della Convenzione.

ARTICOLO 14.

1. Ogni Stato contraente può dichiarare in ogni momento di riconoscere al Comitato la competenza di ricevere ed esaminare comunicazioni provenienti da persone o da gruppi di persone sotto la propria giurisdizione che si lamentino di essere vittime di una violazione, da parte del detto Stato contraente, di uno qualunque dei diritti sanciti dalla presente Convenzione. Il Comitato non può ricevere le comunicazioni relative ad uno Stato contraente che non abbia fatto una tale dichiarazione.

2. Ogni Stato contraente che faccia una dichiarazione in base al paragrafo 1 del presente articolo può istituire o designare, nel quadro del proprio ordinamento giuridico nazionale, un organismo che avrà la competenza di esaminare le petizioni provenienti da individui o da gruppi di individui sotto la giurisdizione di detto Stato che si lamentino di essere vittime di una violazione di uno qualunque dei diritti enunciati nella presente Convenzione che abbiano esaurito gli altri ricorsi locali a loro disposizione.

3. La dichiarazione fatta in conformità del paragrafo 1 del presente articolo, nonché il nome di ogni organismo istituito o designato ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo sono depositati dallo Stato contraente interessato presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che ne invia copia agli altri Stati contraenti. La dichiarazione può essere ritirata in qualsiasi momento mediante notifica indirizzata al Segretario generale, ma tale ritiro non influisce in alcun modo sulle comunicazioni delle quali il Comitato è già investito.

4. L'Organismo istituito o designato conformemente al paragrafo 2 del presente articolo dovrà tenere un registro delle petizioni e copie del registro certificate conformi saranno depositate ogni anno presso il Segretario generale per il tramite dei competenti canali, restando inteso che il contenuto delle dette copie non verrà reso pubblico.

5. Chi abbia rivolto una petizione e non riesca ad avere soddisfazione dall'Organismo istituito o designato conformemente al paragrafo 2 del presente articolo, ha il diritto di inviare in merito, entro sei mesi, una comunicazione al Comitato.

6. *a*) Il Comitato, sottopone a titolo confidenziale qualsiasi comunicazione che gli venga inviata all'attenzione dello Stato contraente che si suppone abbia violato una qualsiasi delle disposizioni della Convenzione, ma l'identità dell'individuo o dei gruppi di individui interessati non dovrà essere rivelata senza il consenso esplicito di detto individuo o del detto gruppo di individui.

Il Comitato non riceve comunicazioni anonime.

b) Entro i tre mesi seguenti lo Stato in questione comunica per iscritto al Comitato le proprie giustificazioni o dichiarazioni a chiarimento del problema con indicate, ove occorra, le misure eventualmente adottate per porre rimedio alla situazione.

7. *a*) Il Comitato esamina le comunicazioni tenendo conto di tutte le informazioni che ha ricevuto dallo Stato contraente interessato e dall'autore della petizione.

Il Comitato esaminerà le comunicazioni provenienti dall'autore di una petizione soltanto dopo essersi accertato che quest'ultimo ha già esaurito tutti i ricorsi interni disponibili Tuttavia, tale norma non viene applicata allorquando le procedure di ricorso superano un termine ragionevole.

b) Il Comitato invia i propri suggerimenti e le eventuali raccomandazioni allo Stato cantraente interessato ed all'autore della petizione.

8. Il Comitato include nel proprio rapporto annuale un riassunto di tali comunicazioni e, ove occorra, un riassunto delle giustificazioni e delle dichiarazioni degli Stati contraenti interessati unitamente ai propri suggerimenti ed alle proprie raccomandazioni.

9. Il Comitato ha la competenza di adempiere le funzioni di cui al presente articolo soltanto se almeno dieci Stati parti della Convenzione sono legati da dichiarazioni fatte in conformità del paragrafo 1 del presente articolo.

ARTICOLO 15.

1. In attesa che vengano realizzati gli obiettivi della Dichiarazione sulla concessione dell'indipendenza ai Paesi ed ai popoli coloniali, contenuta nella Risoluzione 1514 (XV) dell'Assemblea generale dell'Organizzazione delle Nazioni unite, in data 14 dicembre 1960, le disposizioni della presente Convenzione non limitano per nulla il diritto di petizione accordato a tali popoli da altri strumenti internazionali o dall'Organizzazione delle Nazioni unite o dalle sue istituzioni specializzate.

2. *a*) Il Comitato istituito conformemente al paragrafo I dell'articolo 8 della presente Convenzione riceve copia delle petizioni provenienti dagli organi dell'Organizzazione delle Nazioni unite che si occupano di questioni che abbiano rapporto diretto con i princìpi e gli obiettivi della presente Convenzione, ed esprime il proprio parere e fa le proprie raccomandazioni circa le petizioni ricevute al momento dell'esame delle petizioni provenienti dagli abitanti di territori sotto amministrazione fiduciaria o non autonomi o di ogni altro territorio al quale si applichi la Risoluzione 1514 (XV) della Assemblea generale, e che riguardino questioni previste dalla presente Convenzione, delle quali i summenzionati organi sono investiti.

b) Il Comitato riceve dagli organi competenti dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, copie dei rapporti concernenti le misure di ordine legislativo, giudiziario, amministrativo o altro riguardanti direttamente i princìpi e gli obiettivi della presente Convenzione che le potenze amministranti

hanno applicato nei territori citati al comma *a*) del presente paragrafo ed esprime dei pareri e fa delle raccomandazioni a tali organi.

3. Il Comitato include nei suoi rapporti all'Assemblea generale un riassunto delle petizioni e dei rapporti ricevuti dagli organi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, nonché i pareri e le raccomandazioni che gli sono stati richiesti dai summenzionati rapporti e petizioni.

4. Il Comitato prega il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite di fornirgli tutte le informazioni riguardanti gli obiettivi della presente Convenzione, di cui esso disponga e relative ai territori citati al comma *a*) del paragrafo 2 del presente articolo.

ARTICOLO 16.

Le disposizioni della presente Convenzione concernenti le misure da adottare per definire una controversia o per tacitare una lagnanza vengono applicate indipendentemente dalle altre procedure di definizione di vertenze o tacitazioni di lagnanze in materia di discriminazioni previste dagli strumenti costitutivi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e delle sue istituzioni specializzate o nelle Convenzioni adottate da tali organizzazioni, né vietano agli Stati contraenti di ricorrere ad altre procedure per la definizione di una controversia, in base agli accordi internazionali generali o particolari che li legano.

TERZA PARTE

ARTICOLO 17.

1. La presente Convenzione è aperta alla firma di ogni Stato membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o membro di una qualsiasi delle sue istituzioni specializzate, di ogni Stato parte dello Statuto della Corte internazionale di giustizia, nonché di ogni altro Stato invitato dall'Assemblea generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a divenire parte della presente Convenzione.

2. La presente Convenzione è sottoposta a ratifica e gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 18.

1. La presente Convenzione resterà aperta all'adesione di ogni Stato citato al paragrafo 1 dell'articolo 17 della Convenzione.

2. L'adesione avverrà mediante il deposito di uno strumento di adesione presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 19.

1. La presente Convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo la data del deposito, presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, del ventisettesimo strumento di ratifica o di adesione.

2. Per ogni Stato che ratificherà la presente Convenzione o che vi aderirà dopo il deposito del ventisettesimo strumento di ratifica o di adesione, la presente Convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo la data del deposito, da parte dello Stato in questione, del proprio strumento di ratifica o di adesione.

ARTICOLO 20.

1. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite riceverà e comunicherà a tutti gli Stati che sono o possono divenire parti della presente Convenzione, il testo delle riserve che saranno state formulate all'atto della ratifica o dell'adesione. Ogni Stato che sollevi delle obiezioni contro la riserva ne informerà il Segretario generale entro il termine di 90 giorni a partire dalla data di tale comunicazione, che esso non accetta la riserva in questione.

2. Non sarà autorizzata alcuna riserva che sia incompatibile con l'oggetto e lo scopo della presente Convenzione, del pari di ogni altra riserva che abbia per effetto la paralizzazione del funzionamento di uno qualsiasi degli organi creati dalla Convenzione. Una riserva verrà considerata come rientrante nella categoria di cui sopra, quando i due terzi almeno degli Stati parti alla Convenzione sollevino delle obiezioni.

3. Le riserve possono in ogni momento essere ritirate mediante notifica indirizzata al Segretario generale. La notifica avrà effetto alla data del suo ricevimento.

ARTICOLO 21.

Ogni Stato contraente può denunciare la presente Convenzione mediante notifica inviata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. La denuncia avrà effetto un anno dopo la data in cui il Segretario generale ne avrà ricevuto notifica.

ARTICOLO 22.

Ogni controversia tra due o più Stati contraenti in merito all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione, che non sia stata definita mediante negoziati o a mezzo di procedure espressamente previste dalla detta Convenzione, sarà portata, a richiesta di una qualsiasi delle parti in controversia, dinanzi alla Corte internazionale di giustizia perché essa decida in merito, a meno che le parti in controversia non convengano di definire la questione altrimenti.

ARTICOLO 23.

1. Ogni Stato contraente può formulare in ogni momento una domanda di revisione della presente Convenzione mediante notifica scritta indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

2. L'Assemblea generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite deciderà sulle eventuali misure da adottare al riguardo di tale richiesta.

ARTICOLO 24.

Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite informerà tutti gli Stati citati al paragrafo 1 dell'articolo 17 della presente Convenzione:

a) delle firme apposte alla presente Convenzione e degli strumenti di ratifica e di adesione depositati conformemente agli articoli 17 e 18;

b) della data alla quale la presente Convenzione entrerà in vigore in base all'articolo 19;

c) delle comunicazioni e delle dichiarazioni ricevute in base agli articoli 14, 20 e 23;

d) delle denuncie notificate in base all'articolo 21.

ARTICOLO 25.

1. La presente Convenzione, i cui testi inglese, cinese, spagnolo, francese e russo fanno egualmente fede, sarà depositata negli archivi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

2. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite farà avere una copia della presente Convenzione certificata conforme a tutti gli Stati appartenenti ad una qualsiasi delle categorie citate al paragrafo 1 dell'articolo 17 della Convenzione.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati dai rispettivi Governi, hanno firmato la presente Convenzione, che è stata aperta alla firma a New York, il 7 marzo 1966.

(Seguono le firme)

LEGGE 15 ottobre 1975, n. **655**.

Ratifica ed esecuzione del trattato di estradizione fra la Repubblica italiana e l'Australia, firmato a Canberra il 28 novembre 1973.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il trattato di estradizione fra la Repubblica italiana e l'Australia, firmato a Canberra il 28 novembre 1973.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al trattato di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo XXVI del trattato stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 15 ottobre 1975

LEONE

MORO — RUMOR — REALE — GUI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

TRATTATO DI ESTRADIZIONE
FRA
LA REPUBBLICA ITALIANA
E L'AUSTRALIA

Il Governo della Repubblica italiana e il Governo dell'Australia

DESIDEROSI di adottare disposizioni per la reciproca estradizione di persone imputate o condannate,

HANNO DECISO di concludere un Trattato a tal fine ed hanno convenuto le seguenti disposizioni.

Articolo I

1. — Le Parti Contraenti si impegnano ad estradarsi reciprocamente, nei casi e alle condizioni specificate nel presente Trattato, le persone imputate o condannate per uno dei reati di cui all'Articolo II, commesso nel territorio di una Parte, o fuori di esso nelle circostanze indicate nel paragrafo 5 del presente Articolo, e che si trovino sul territorio dell'altra.

2. — Quando nel presente Trattato si fa riferimento al territorio di una Parte contraente, si intende tutto il territorio sotto la giurisdizione della stessa Parte contraente, compreso lo spazio aereo e le acque territoriali, nonché le navi e gli aeromobili di proprietà di quella Parte o in essa registrati, nel caso in cui detto aeromobile sia in volo o detta nave sia in navigazione in alto mare quando il reato è commesso.

3. — Ai fini del presente Trattato, l'aeromobile è considerato in volo dal momento in cui viene impressa la propulsione per il decollo fino al momento in cui ha termine l'atterraggio.

4. — Ai fini del presente Articolo, il territorio soggetto alla giurisdizione dell'Australia include i territori delle cui relazioni internazionali l'Australia è responsabile.

5. — Quando il reato è stato commesso fuori del territorio della Parte richiedente, la Parte richiesta può concedere l'estradizione qualora le sue leggi prevedano la punizione di detto reato commesso fuori del suo territorio.

Articolo II

1. — L'estradizione sarà accordata per ogni reato che rientra in una delle seguenti definizioni, purché esso sia, in base alle leggi di entrambe le Parti contraenti:

a) un reato per il quale possa essere irrogata una pena detentiva di almeno due anni o altra specie di pena più severa; e

b) un reato per il quale possa essere accordata l'estradizione:

1) Omicidio volontario; omicidio preterintenzionale; omicidio colposo.

2) Istigazione o aiuto al suicidio.

3) Lesioni volontarie gravi o gravissime.

4) Violenza carnale; violenza carnale presunta; incesto.

5) Atti di libidine violenti.

6) Incitamento, istigazione, favoreggiamento, sfruttamento della prostituzione.

7) Aborto illegale.

8) Sequestro di persona in tutte le sue forme; ratto in tutte le sue forme.

9) Reati previsti dalle leggi relative agli stupefacenti.

10) Furto semplice; furto aggravato; rapina; estorsione; truffa; appropriazione indebita; ricettazione; violazione di domicilio se commessa con violenza su cose o persone.

11) Bancarotta fraudolenta.

12) Reati di amministratori di società o di altre persone esercitanti funzioni presso organi di società o nel loro interesse.

13) Reati relativi alla pubblicazione, contraffazione o alterazione di monete, banconote o carte di pubblico credito e ogni altro reato relativo alla falsità in documenti o scritture private.

14) Corruzione di pubblico ufficiale.

15) Falsa testimonianza; subornazione di testimoni; reati contro l'amministrazione della giustizia.

16) Incendio doloso.

17) Danneggiamento.

18) Disastro o pericolo di disastro ferroviario, aereo o marittimo o di altri mezzi di trasporto.

19) Ammutinamento o rivolta a bordo di una nave in navigazione o di un aeromobile in volo contro l'autorità del comandante della nave o dell'aeromobile.

20) Pirateria, marittima o aerea, secondo le norme del diritto internazionale.

21) Traffico di schiavi.

22) Genocidio; o pubblica e diretta istigazione al genocidio.

23) Tentativo o concorso in relazione ad uno dei reati per i quali può essere concessa l'estradizione in base al presente Trattato, o favoreggiamento della persona che ha commesso uno di tali reati.

2. — L'estradizione sarà altresì accordata per ogni altro reato, purché esso sia, in base alle leggi di entrambe le Parti contraenti:

a) un reato per il quale possa essere irrogata una pena detentiva di almeno due anni o altra specie di pena più severa; e

b) un reato per il quale possa essere accordata l'estradizione.

3. — Sarà altresì concessa l'estradizione per il concorso in un reato previsto dal presente Articolo e per il quale, in base alle leggi di entrambe le Parti contraenti, possa essere irrogata una pena detentiva di almeno due anni od altra specie di pena più severa.

4. — Nel caso di persona condannata, l'estradizione sarà concessa soltanto qualora la pena inflitta sia almeno un anno di reclusione o, fatte salve comunque le disposizioni di cui all'Articolo III, la pena di morte.

5. — L'estradizione non sarà concessa per un reato che costituisce una infrazione alle leggi militari e non è previsto dal diritto penale comune, o per un reato fiscale.

Articolo III

Se, in base alla legge della Parte richiedente, la persona ricercata è passibile di pena di morte per un reato per il quale è richiesta l'estradizione, ma la legge della Parte richiesta non prevede la pena di morte per simili reati, l'estradizione sarà rifiutata salvo che la Parte richiedente non si impegni con garanzie ritenute sufficienti dalla Parte richiesta, a non fare infliggere la pena di morte oppure, se inflitta, a non farla eseguire.

Articolo IV

1. — Ciascuna delle Parti contraenti potrà rifiutare l'estradizione dei propri cittadini.

2. — Ai fini del presente articolo, il termine « cittadino » include, per quanto concerne l'Australia, una persona sotto protezione australiana (Australian protected person).

3. — La qualità di cittadino sarà valutata al momento della domanda di estradizione.

4. — Qualora la Parte richiesta rifiuti l'estradizione di un suo cittadino, essa dovrà, su domanda della Parte richiedente, e se le leggi della stessa Parte richiesta lo permettono, sottoporre il caso alle autorità competenti al fine di consentire l'instaurazione, se del caso, di procedimenti giudiziari e dovrà informare la Parte richiedente dell'esito della richiesta.

5. — Ai fini del paragrafo 4 del presente articolo, i documenti, le informazioni e il materiale probatorio relativi al reato saranno trasmessi senza spese dalla Parte richiedente alla Parte richiesta.

Articolo V

1. — L'estradizione per un'azione od omissione costituente reato non sarà concessa qualora la persona richiesta sia stata giudicata in forma definitiva dalle competenti autorità giudiziarie della Parte richiesta o di uno Stato terzo per tale azione od omissione.

2. — L'estradizione potrà essere rifiutata se le competenti autorità della Parte richiesta hanno deciso di non instaurare procedimenti o di porre fine ai procedimenti che esse hanno instaurato per la stessa azione od omissione.

Articolo VI

1. — La Parte richiesta potrà rifiutare l'estradizione se le autorità competenti di tale Parte procedono penalmente nei confronti della persona richiesta per l'azione o l'omissione costituenti il reato per il quale l'estradizione è domandata.

2. — Se nei confronti della persona richiesta è in corso un'istruttoria o se la stessa sta scontando una pena nel territorio della Parte richiesta per un qualsiasi altro reato, la sua estradizione sarà differita sino alla conclusione del processo e all'avvenuta espiazione della pena inflittale.

Articolo VII

Non sarà accordata l'estradizione qualora, in base alle leggi della Parte richiedente o della Parte richiesta, l'azione penale non possa essere iniziata o proseguita o la condanna non possa essere eseguita per effetto della prescrizione o per qualsiasi altra causa.

Articolo VIII

1. — Una persona non sarà estradata se:

a) il reato per cui è chiesta l'estradizione è considerato dalla Parte richiesta come un reato di carattere politico o come un reato connesso con un reato di carattere politico; o

b) la Parte richiesta ha fondati motivi per ritenere che la domanda di estradizione sia stata avanzata al fine di giudicare o punire la persona per considerazioni di razza, religione, nazionalità od opinioni politiche; o per ritenere che la persona, se estradata, possa essere danneggiata nel corso del procedimento, punita, detenuta o limitata nella sua libertà personale per ragioni di razza, religione, nazionalità od opinioni politiche.

2. — I reati di genocidio, tentativo o concorso in genocidio o pubblica e diretta istigazione al genocidio non saranno ritenuti reati di carattere politico.

Articolo IX

Qualora una domanda di estradizione venga presentata a norma del presente Trattato per una persona che alla data di tale domanda sia minore degli anni diciotto e sia considerata dalla Parte richiesta come proprio residente, la Parte richiesta può raccomandare alla Parte richiedente di revocare la domanda di estradizione, precisandone le ragioni.

Articolo X

1. — La domanda di estradizione dovrà essere accompagnata da:

a) una descrizione più esatta possibile della persona richiesta e ogni altra informazione utile a stabilirne l'identità e la cittadinanza;

b) una descrizione particolareggiata del reato per cui l'estradizione è richiesta;

c) il testo della legge, quando esista, che prevede tale reato, nonché la menzione della pena che può essere inflitta e dei limiti di tempo entro i quali può essere esercitata l'azione penale o eseguita la pena; e

d) l'indicazione delle leggi che conferiscono il carattere di estradabilità al reato nell'ordinamento giuridico della Parte richiedente.

2. — Se la domanda riguarda un imputato, essa sarà anche accompagnata da un mandato od ordine di cattura debitamente autenticati spiccati da un magistrato della Parte richiedente e da documenti debitamente autenticati dai quali risultino indizi tali che, in base alla legge della Parte richiesta, giustificherebbero il giudizio se il reato fosse stato commesso sul territorio della Parte stessa.

3. — Se la domanda si riferisce ad una persona già condannata, essa sarà anche accompagnata:

a) da estratto autentico della sentenza di condanna; e

b) dall'attestazione della irrevocabilità della sentenza medesima, e da una dichiarazione concernente la pena da espiare; e inoltre, se la persona da estradare non era presente al processo, dal mandato o dall'ordine di cattura debitamente autenticati, nonché da documenti debitamente autenticati dai quali risultino indizi tali che, in base alla legge della Parte richiesta, giustificherebbero il giudizio se il reato fosse stato commesso sul territorio della Parte stessa.

Articolo XI

1. — Se la domanda di estradizione riguarda una persona imputata, l'estradizione sarà accordata solo se sarà stata fornita la prova che il reato per il quale l'estradizione è richiesta rientra fra quelli previsti dal presente Trattato, e se saranno forniti indizi tali che, in base alla legge della Parte richiesta, giustificherebbero il giudizio se il reato fosse stato commesso sul territorio della Parte stessa.

2. — Se la domanda di estradizione riguarda una persona condannata, l'estradizione sarà accordata solo se sarà stata fornita la prova che la persona stessa è stata condannata per un reato previsto dal presente Trattato, e che essa deve ancora espiare la pena inflitta in tutto od in parte.

3. — La Parte richiesta, se ritiene che le prove fornite non siano sufficienti per prendere una decisione in merito alla domanda, potrà richiedere che siano fornite ulteriori prove entro il periodo di tempo che tale Parte fisserà.

Articolo XII

1. — Quando la richiesta di estradizione è accettata, la Parte richiesta deve, nella misura in cui le sue leggi lo permettono, consegnare alla Parte richiedente tutti gli oggetti, ivi comprese le somme di denaro:

a) che possano servire come prova del reato; o

b) che siano stati ottenuti dalla persona richiesta come provento del reato e si trovino in suo possesso.

2. — Se gli oggetti in questione sono passibili di sequestro o confisca nel territorio della Parte richiesta, quest'ultima può, in relazione ad un procedimento giudiziario in corso, trattenerli temporaneamente o consegnarli a condizione che vengano restituiti senza spese.

3. — Queste disposizioni non pregiudicano i diritti della Parte richiesta o di ogni altra persona diversa dalla persona richiesta.

4. — Nel caso esistano tali diritti, gli oggetti saranno restituiti su domanda della Parte richiesta senza spese, il più presto possibile, dopo la fine del procedimento giudiziario.

Articolo XIII

Una persona non sarà estradata finché non sarà stata dichiarata estradabile secondo le leggi della Parte richiesta e sino alla scadenza di ogni ulteriore periodo che possa essere richiesto da tali leggi.

Articolo XIV

1. — In casi urgenti la persona domandata può, conformemente alla legge della Parte richiesta, essere provvisoriamente arrestata su domanda delle competenti autorità della Parte richiedente.

2. — La domanda di arresto provvisorio dovrà indicare l'intenzione di domandare l'estradizione della persona e contenere una dichiarazione dell'esistenza di un mandato di

cattura o sentenza di condanna contro tale persona, ed ogni altra ulteriore informazione, ove esista, che sarebbe necessaria per giustificare l'emissione di un mandato di cattura se il reato fosse stato commesso nel territorio della Parte richiesta.

3. — Quando tale domanda viene fatta, la Parte richiesta dovrà prendere tutte le misure necessarie per assicurare l'arresto della persona nei confronti della quale è stata fatta la domanda.

4. — L'arresto provvisorio della persona domandata avrà termine allo spirare di quaranta giorni dalla data del suo arresto qualora la domanda di estradizione non sia stata ricevuta. Tuttavia questa disposizione non impedisce un nuovo arresto o la estradizione di tale persona se la domanda di estradizione sarà ricevuta in seguito.

Articolo XV

1. — Le autorità della Parte richiesta ammetteranno come prove, in ogni procedimento estradizionale, le deposizioni giurate o le dichiarazioni raccolte nel territorio della Parte richiedente e qualsiasi mandato, qualsiasi copia di tale deposizione, dichiarazione o mandato, e qualsiasi estratto della sentenza di condanna che siano debitamente autenticati.

2. — Ai fini del presente Trattato un documento sarà considerato debitamente autenticato se in esso figura:

a) nel caso di mandato, la firma o, nel caso di ogni altro documento originale, la certificazione di un magistrato o altra competente autorità della Parte richiedente; o nel caso di una copia, la certificazione che è la copia conforme dell'originale, nonché

b) il giuramento di testimoni o il sigillo ufficiale del Ministro competente della Parte richiedente.

Un documento sarà anche considerato debitamente autenticato in ogni altro modo permesso dalle leggi della Parte richiesta.

3. — Ogni deposizione che non sia stata resa sotto giuramento, ma che sia debitamente autenticata, sarà ammessa come prova come se fosse una deposizione od una prova resa sotto giuramento nel caso in cui risulti che la persona, prima di deporre avanti l'autorità giudiziaria della Parte richiedente, sia stata informata da detta autorità sulle sanzioni penali nelle quali incorrerebbe nel caso di dichiarazione falsa o reticente.

Articolo XVI

Una Parte contraente, quando invierà all'altra Parte, in base al presente Trattato, un documento non redatto nella lingua di quest'ultima, dovrà allegare una traduzione nella lingua dell'altra Parte, oppure inviare tale traduzione successivamente, appena possibile.

Articolo XVII

1. — Se l'estradizione di una persona è richiesta contemporaneamente da una delle Parti contraenti e da un altro o da altri Stati per lo stesso reato o per reati diversi, la Parte richiesta deciderà a quale di tali Stati la persona richiesta sarà estradata.

2. — Nell'adottare tale decisione la Parte richiesta considererà tutte le circostanze ed in particolare:

a) le disposizioni in merito contenute in Trattati esistenti tra la Parte richiesta e l'altro o altri Stati;

b) la relativa gravità dei diversi reati cui le richieste si riferiscono;
c) il luogo od i luoghi ove il reato o i reati furono commessi;
d) le date rispettive delle domande;
e) la cittadinanza ed il luogo di residenza abituale della persona; e
f) la possibilità di successiva estradizione ad un altro Stato.

Articolo XVIII

1. — Quando l'estradizione è accordata, l'estradando sarà avviato dalle Autorità competenti della Parte richiesta ad un porto od aeroporto del territorio di tale Parte convenuto con la Parte richiedente.

2. — La data in cui la persona deve essere estradata alla Parte richiedente sarà convenuta tra quest'ultima e la Parte richiesta.

3. — Se la persona non è stata presa in consegna entro sette giorni dalla data convenuta o da altra data convenuta fra le Parti a modifica della predetta data, la Parte richiesta potrà porre l'estradando in libertà.

4. — In ogni caso, le precedenti disposizioni non impongono alla Parte richiesta alcun obbligo di consegnare l'estradando se questi non è stato preso in consegna prima dello spirare di due mesi dall'emissione dell'ordine di estradizione o dal provvedimento finale delle Autorità competenti di tale Parte, qualora l'estradando faccia domanda di essere posto in libertà o proponga impugnazione contro la decisione di estradarlo.

5. — Se l'estradando viene posto in libertà in applicazione del paragrafo 3 del presente Articolo, la Parte richiesta potrà rifiutare di estradarlo per lo stesso reato.

Articolo XIX

1. — La persona estradata non potrà:

a) essere detenuta o sottoposta a procedimento penale nel territorio della Parte richiedente per alcuna ragione non prevista dal Trattato, né per un reato che non sia compreso tra quelli per i quali l'estradizione può essere accordata in base al Trattato stesso e non sia concretato dai fatti per i quali l'estradizione è stata concessa; o

b) essere estradata dalla Parte richiedente ad un terzo Stato.

2. — Le disposizioni precedenti non si applicano:

a) ai reati od infrazioni commessi dopo l'estradizione;

b) ai reati previsti dall'Articolo II del presente Trattato per i quali la Parte richiesta consenta che la persona sia detenuta o giudicata;

c) all'estradizione della persona ad un terzo Stato qualora la Parte richiesta vi consenta; o

d) se la persona abbia successivamente lasciato il territorio della Parte richiedente e vi abbia fatto ritorno volontariamente, oppure non abbia lasciato il suddetto territorio entro trenta giorni dal momento in cui ha avuto la possibilità di lasciare tale territorio.

Articolo XX

1. — Qualora:

a) una persona debba essere estradata per un reato da uno Stato terzo ad una Parte contraente attraverso il territorio dell'altra Parte; e

b) sussistano le condizioni previste dal presente Trattato per l'estradizione della persona per tale reato tra le Parti contraenti, la Parte contraente dovrà, a richiesta, permettere il transito della predetta persona attraverso il proprio territorio.

2. — La domanda di transito sarà accompagnata da:

a) una copia, debitamente autenticata, del mandato od ordine di cattura o da un certificato da cui risulti la condanna della persona, emessi dalla Parte richiedente; e

b) qualora tali documenti non precisino il reato per il quale avviene l'estradizione, da un documento nel quale sia specificato il reato e ne siano indicate le circostanze.

3. — L'autorizzazione al transito dell'estradando include l'autorizzazione a che quest'ultimo sia, durante il transito, tenuto in stato di detenzione da una persona designata dalla Parte contraente alla quale l'estradando deve essere avviato.

Articolo XXI

1. — Qualora:

a) si intenda trasferire per aereo sul territorio di una Parte contraente, senza atterraggio in tale territorio, una persona che deve essere estradata da un terzo Stato all'altra Parte contraente; e

b) quest'ultima Parte contraente ritiene che, se l'aereo atterrasse nel suo territorio, il transito sarebbe permesso ai sensi dell'Articolo XX del presente Trattato,

la Parte contraente interessata notificherà all'altra Parte contraente l'intenzione di effettuare il trasporto dell'estradando e confermerà a tale Parte contraente che, a suo avviso, il transito è conforme alle disposizioni dell'Articolo XX del presente Trattato.

2. — Nel caso di atterraggio imprevisto nel territorio di una Parte contraente di un aereo che abbia a bordo una persona così trasportata, tale Parte contraente potrà o permettere il transito oppure tenere in stato di detenzione la persona in attesa di una richiesta di transito ai sensi dell'Articolo XX del presente Trattato.

Articolo XXII

1. — Se l'Australia è la Parte richiesta, essa provvederà a rappresentare la Repubblica italiana in ogni procedimento relativo all'estradizione della persona richiesta, e comunque rappresenterà gli interessi della Repubblica italiana.

2. — Se la Repubblica italiana è la Parte richiesta, essa rappresenterà gli interessi dell'Australia con tutti i mezzi legali previsti dal proprio ordinamento giuridico.

3. — Fatte salve le disposizioni di cui ai paragrafi 4 e 5 del presente Articolo, la Parte richiesta non avanzerà alla Parte richiedente nessuna domanda di rimborso per le spese connesse all'arresto, detenzione, istruttoria e consegna dell'estradando.

4. — Le spese relative al trasporto dell'estradando dal punto di imbarco di cui all'Articolo XVIII del presente Trattato saranno a carico della Parte richiedente.

5. — Qualora, in esecuzione degli obblighi di cui ai paragrafi 1 e 2 del presente Articolo, la Parte richiesta si avvalga di pubblici ufficiali o di altre persone che non ricevono retribuzione o compenso diversi dagli onorari specifici dovuti per gli atti e servizi prestati, detta Parte avrà diritto ad ottenere dalla Parte richiedente il normale rimborso per detti atti o servizi nel medesimo modo e per lo stesso ammontare come se detti atti o servizi fossero stati prestati in un procedimento penale ordinario secondo le leggi della Parte richiesta.

Articolo XXIII

1. — Tutte le comunicazioni fra le Parti contraenti saranno inoltrate per via diplomatica.

2. — Una domanda, ai sensi dell'Articolo XIV del presente Trattato, potrà anche essere trasmessa tramite i mezzi dell'Organizzazione internazionale di polizia criminale (Interpol).

Articolo XXIV

1. — Con l'entrata in vigore del presente Trattato, le disposizioni del Trattato per la reciproca consegna dei trasgressori fuggitivi, firmato a Roma il 5 febbraio 1873 (citato nel presente Articolo come « il Trattato del 1873 ») cesseranno di avere efficacia nei rapporti tra la Repubblica italiana e l'Australia.

2. — Il presente Trattato si applicherà ad ogni reato commesso prima della sua entrata in vigore, purché il reato stesso sia previsto dal Trattato del 1873 e dall'Articolo II del presente Trattato.

Articolo XXV

Ciascuna delle Parti contraenti potrà denunciare il presente Trattato in ogni momento dandone notifica all'altra e, in tal caso, il Trattato cesserà di avere efficacia sei mesi dopo il ricevimento della notifica.

Articolo XXVI

1. — Il presente Trattato sarà ratificato e gli strumenti di ratifica saranno scambiati a Roma il più presto possibile.

2. — Esso entrerà in vigore trenta giorni dopo la data dello scambio degli strumenti di ratifica.

FATTO a Canberra il ventotto novembre 1973, in duplice esemplare, nelle lingue italiana ed inglese, entrambi i testi facenti ugualmente fede.

Per il Governo dell'Australia
Donald WILLESEE

Per il Governo della Repubblica italiana
Luigi GRANELLI

TREATY OF EXTRADITION
BETWEEN
THE REPUBLIC OF ITALY AND AUSTRALIA

The Government of the Republic of Italy and the Government of Australia,

DESIRING to make provision for the reciprocal extradition of accused or convicted persons,

HAVE DECIDED to conclude a Treaty for that purpose and have agreed upon the following provisions:

Article I

1. The Contracting Parties undertake to extradite to each other, in the circumstances and subject to the conditions specified in the present Treaty, any person who, being accused or convicted of an offence within Article II committed within the territory of the one Party, or committed outside that territory in the circumstances referred to in paragraph 5 of this Article, is found within the territory of the other Party.

2. A reference in this Treaty to the territory of a Contracting Party is a reference to all the territory under the jurisdiction of that Party, including airspace and territorial sea and vessels and aircraft owned by that Party or registered in its territory if any such vessel is on the high seas or any such aircraft is in flight when the act or omission constituting the offence takes place.

3. For the purposes of this Article, an aircraft shall be considered to be in flight from the moment when power is applied for the purpose of take-off until the moment when the landing run ends.

4. For the purposes of this Article, the territory falling under the jurisdiction of Australia includes the Territories for the international relations of which Australia is responsible.

5. When the act or omission constituting the offence has taken place outside the territory of the requesting Party, the requested Party has power to grant extradition if the laws of the requested Party provide for the punishment of such an act or omission outside its territory.

Article II

1. Extradition shall be granted for an act or omission constituting an offence coming within any of the following descriptions of offences if the offence is, according to the laws of both Contracting Parties:

a) punishable by a punishment not less severe than imprisonment or other form of detention for two years; and

b) one for which extradition can be granted:

i) Wilful murder; murder; manslaughter.

ii) Aiding, abetting, counselling or procuring suicide.

iii) Maliciously or wilfully wounding; inflicting grievous bodily harm; assault occasioning actual bodily harm.

iv) Rape; unlawful sexual intercourse with a female.

v) Indecent assault.

vi) Procuring, enticing or leading away, for the purposes of prostitution, another person, even with the consent of that person; exploiting the prostitution of another person, even with the consent of that person; keeping or managing, or knowingly financing or taking part in the financing of, a brothel; knowingly letting or renting a building or other place or any part thereof for the purpose of the prostitution of others.

vii) Illegal abortion.

viii) Kidnapping; abduction; false imprisonment.

ix) An offence against the law relating to dangerous drugs or narcotics.

x) Obtaining property or pecuniary advantage by deception; theft; embezzlement; fraudulent conversion; robbery; burglary o raggravated burglary, housebreaking or any similar offence; blackmail; handling stolen goods.

xi) An offence against bankruptcy or insolvency law.

xii) An offence against the law relating to companies committed by a company director or other officer of a company.

xiii) An offence relating to counterfeiting of coins; an offence against the law relating to the forgery of other forms of legal tender; any other offence against the law relating to forgery; false accounting.

xiv) Bribery.

xv) Perjury; subornation of perjury; conspiracy to defeat the course of justice.

xvi) Arson.

xvii) Malicious damage to property.

xviii) Any act done with intent to endanger the safety of persons travelling on a railway or on a vehicle, vessel or aircraft, or to endanger a vehicle, vessel or aircraft.

xix) Revolt on board a ship at sea or an aircraft in flight against the authority of the master of the ship or the commander of the aircraft.

xx) Piracy, involving ships or aircraft, according to international law.

xxi) Dealing in slaves.

xxii) Genocide or direct and public incitement to commit genocide.

xxiii) Attempting or conspiring to commit, or impeding the arrest or prosecution of a person who has or is believed to have committed, any offence for which extradition may be granted under the present Treaty.

2. Extradition shall also be granted for any other act or omission constituting an offence if the offence is, according to the laws of both Contracting Parties:

a) punishable by a punishment not less severe than imprisonment or other form of detention for two years; and

b) one for which extradition can be granted.

3. Extradition shall also be granted for participation in an offence to which this Article applies if the participation is punishable by the laws of both Contracting Parties by a punishment not less severe than imprisonment or other form of detention for two years.

4. A person convicted of an offence shall not be extradited for that offence unless he was sentenced to imprisonment for one year or more, or, subject to the provisions of Article III, to the death penalty.

5. Extradition shall not be granted for an offence against military law that is not otherwise an offence under the criminal law or for a fiscal offence.

Article III

If, under the law of the requesting Party, the person sought is liable to the death penalty for an offence for which extradition is requested, but the law of the requested Party does not provide for the death penalty in a similar case, extradition shall be refused unless the requesting Party provides such assurances as the requested Party considers sufficient that the death penalty will not be imposed or, if imposed, will not be carried out.

Article IV

1. Either Contracting Party may refuse to extradite a national of that Party.

2. For the purposes of this Article, the expression " national ", in relation to Australia, includes an Australian protected person.

3. The nationality of a person shall be determined as at the time of making of the request for extradition.

4. Where the requested Party refuses to extradite a national of that Party, it shall, if the other Party so requests and the laws of the requested Party allow, submit the case to the competent authorities in order that proceedings may be taken if they are considered appropriate and shall inform the requesting Party of the result of the request.

5. For the purposes of paragraph 4 of this Article, the files, information and exhibits relating to the offence shall be transmitted by the requesting Party to the requested Party without charge.

Article V

1. Extradition for an act or omission constituting an offence shall not be granted if final judgement has been passed by the competent judicial authorities of the requested Party or of a third State upon the person sought in respect of that act or omission.

2. Extradition may be refused if the competent authorities of the requested Party have decided not to institute, or to terminate, proceedings in respect of that act or omission.

Article VI

1. The requested Party may refuse to extradite the person sought if the competent authorities of that Party are proceeding against him in respect of any act or omission constituting an offence in respect of which his extradition is requested.

2. If the person sought is under examination or under punishment in the territory of the requested Party for an offence constituted by any other act or omission, his extradition shall be deferred until the conclusion of the trial and the execution of any punishment imposed on him.

Article VII

Extradition for an offence shall not be granted when the person sought has, according to the law of the requesting Party or the requested Party become immune by reason of lapse of time or otherwise from the prosecution or punishment for the act or omission constituting that offence.

Article VIII

1. A person shall not be extradited if:

a) the offence for which his extradition is requested is regarded by the requested Party as an offence of a political character or as an offence connected with an offence of a political character; or

b) the requested Party has substantial grounds for regarding the request for extradition as having been made for the purpose of prosecuting or punishing the person on account of his race, religion, nationality or political opinions or for believing that the person might, if extradited, be prejudiced at his trial, or punished, detained or restricted in his personal liberty, by reason of his race, religion, nationality or political opinions.

2. The offences of genocide, attempted genocide, or conspiracy or direct and public incitement to commit genocide shall not be regarded as offences of a political character.

Article IX

If a request for extradition is made under the present Treaty for a person who at the time of the request is under the age of eighteen years and is considered by the requested Party to be one of its residents, the requested Party may recommend to the requesting Party that the request for extradition be withdrawn, specifying the reasons therefor.

Article X

1. The request for extradition shall be accompanied by:

a) as accurate a description as possible of the person sought, together with any other information which would help to establish his identity and nationality;

b) a statement and particulars of the offence for which his extradition is requested;

c) the text, if any, of the law creating the offence, and a statement of the punishment which can be imposed therefor and whether any time limit is imposed on the institution of proceedings, or on the execution of any punishment imposed, for that offence; and

d) a statement of the legal provisions which establish the extraditable character of the offence according to the law of the requesting party.

2. If the request relates to a person accused, it shall also be accompanied by a duly authenticated warrant of arrest issued by a judge or a magistrate in the territory of the requesting Party and by such duly authenticated evidence as, according to the law of the requested Party, would justify his trial if the act or omission constituting the offence had taken place in the territory of the requested Party.

3. If the request relates to a person already convicted and sentenced, it shall also be accompanied:

a) by a duly authenticated certificate of the conviction and sentence; and

b) by a statement that the person is not entitled to question the conviction or sentence and showing how much of the sentence has not been carried out and, in addition, if the person sought was not present at his trial, by a duly authenticated warrant of arrest and by such duly authenticated evidence as, according to the law of the requested Party, would justify his trial if the act or omission constituting the offence had taken place in the territory of the requested Party.

Article XI

1. If a request for extradition relates to an accused person, extradition shall not be granted unless evidence is furnished that the offence for which his extradition is sought is one for which extradition may be granted under the present Treaty and evidence which would be, according to the law of the requested Party, sufficient to justify his trial if the act or omission constituting the offence had taken place in its territory.

2. If a request for extradition relates to a convicted person, extradition shall not be granted unless sufficient evidence is furnished that he was convicted of an offence for which extradition may be granted under the present Treaty and that he still has to serve all or part of the punishment imposed.

3. If the requested Party considers that the evidence furnished in support of the request for the extradition of a person is not sufficient to enable the extradition to be granted, that Party may request that additional evidence be furnished within such time as that Party specifies.

Article XII

1. When a request for extradition is granted, the requested Party shall, so far as its law allows, hand over to the requesting Party all articles (including sums of money):

a) that may serve as proof of the offence; or

b) that have been acquired by the person sought as a result of the offence and are in his possession.

2. If the articles in question are liable to seizure or confiscation in the territory of the requested Party, the latter may, in connexion with pending proceedings, temporarily retain them or hand them over on condition that they are returned without charge.

3. These provisions shall not prejudice the rights of the requested Party or of any person other than the person sought.

4. When these rights exist, the articles shall on request be returned to the requested Party without charge as soon as possible after the end of the proceedings.

Article XIII

A person sought shall not be extradited until he has been held judicially to be liable to extradition and until the expiration of any further period which may be required by the law of the requested Party.

Article XIV

1. In urgent cases the person sought may, in accordance with the law of the requested Party, be provisionally arrested on the application of the competent authorities of the requesting Party.

2. The application for provisional arrest shall contain an indication of intention to request the extradition of the person sought and a statement of the existence of a warrant of arrest or a judgement of conviction against that person, and such further information, if any, as would be necessary to justify the issue of a warrant of arrest if the act or omission constituting the offence had taken place in the territory of the requested Party.

3. When such an application is made, all necessary steps shall be taken in the territory of the requested Party to secure the arrest of the person in respect of whom the application is made.

4. The provisional arrest of the person sought shall be terminated upon the expiration of forty days from the date of his arrest if the request for his extradition has not been received but this provision shall not provent the re-arrest or extradition of the person sought if the request for his extradition is received subsequently.

Article XV

1. The authorities of the requested Party shall admit as evidence, in any proceedings for extradition, a sworn deposition or affirmation taken in the territory of the requesting Party, any warrant, any copy of any such deposition, affirmation or warrant, and any certificate of a conviction or sentence if it is duly authenticated.

2. A document shall be deemed to be duly authenticated for the purposes of this Treaty if:

a) in the case of a warrant it is signed, or in the case of any other original document it is certified, by a judge, magistrate or other competent authority of the requesting Party, or in the case of a copy it is so certified to be a true copy of the original; and

b) it is authenticated either by the oath of some witness or by being sealed with the official seal of the appropriate Minister of the requesting Party, or in such other manner as may be permitted by the law of the requested Party.

3. Any record of testimony that has not been given on oath but is duly authenticated shall be admitted in evidence in any proceedings for extradition where there is an indication that the person who gave the testimony, before deposing before the judicial authorities of the requesting Party, was informed by those authorities of the penal sanctions to which he would be subject in the case of false or incomplete statements.

Article XVI

Where a document that is sent from a Contracting Party to the other Contracting Party in accordance with the present Treaty is not in the language of the other Contracting Party, a translation of the document into that language shall be sent by the first-mentioned Contracting Party at the same time as the document is sent or as soon as possible after the document is sent.

Article XVII

1. If the extradition of a person is requested concurrently by one of the Contracting Parties and by another State or States, whether for the same offence or for different offences, the requested Party shall decide whether the person is to be extradited to the requesting Party or to the other State or one of the other States.

2. In making a decision the requested Party shall have regard to all the circumstances and, in particular, to:

a) the provisions in this regard in any Treaties subsisting between the requested Party and the other State or States;

b) if the requests relate to different offences - the relative seriousness of the offences;

c) the place or places where the offence was or offences were committed;

d) the respective dates of the requests;

e) the nationality and ordinary place of residence of the person; and

f) the possibility of subsequent extradition to another State.

Article XVIII

1. Where extradition of a person is granted, the person shall be conveyed by the appropriate authorities of the requested Party to a port or airport in the territory of that Party agreed between that Party and the requesting Party.

2. The date on which the person is to be extradited to the requesting Party shall be agreed between that Party and the requested Party.

3. If the person has not been taken over within seven days after the agreed date or such other date as is agreed between the Parties in substitution for that date, the requested Party may release the person from custody.

4. Nothing in the preceding provisions requires the requested Party to surrender a person if he has not been taken over before the expiration of two months from the making of the order for his extradition or of the final decision of the courts of that Party on any application by the person for release from custody or on any appeal by the person against the decision to extradite him.

5. If a person is released from custody in accordance with paragraph 3 of this Article, the requested Party may refuse to extradite the person for the offence concerned.

Article XIX

1. A person extradited shall not:

a) be kept in custody or tried in the territory of the requesting Party for any offence, other than one for which extradition can be granted under the present Treaty and which is established by the facts in respect of which the extradition is granted, or on account of any matter that does not fall within the present Treaty; or

b) be extradited by the requesting Party to a third State.

2. The foregoing provisions do not apply:

a) to offences committed or matters arising after the extradition;

b) to offences referred to in Article II of the present Treaty in respect of which the requested Party consents to the person being kept in custody or tried;

c) to the extradition of the person to a third State if the requested Party consents to his being so extradited; or

d) if the person has left the territory of the requesting Party after his extradition and has come back voluntarily to that territory or, if he has not left that territory, at the expiration of thirty days after he has had an apportunity of leaving that territory.

Article XX

1. Where:

a) a person is to be extradited for an offence by a third State to a Contracting Party through the territory of the other Contracting Party; and

b) the person could be extradited for that offence by the other Contracting Party to the first-mentioned Contracting Party under the conditions of the present Treaty,

the other Contracting Party shall, upon request, permit the transit of that person through its territory.

2. A request for transit shall be accompanied by:

a) a copy of the warrant or of a certificate proving the conviction of that person, issued in the territory of the requesting Party, being a copy duly authenticated; and

b) if those documents do not specify the offence for which the person is to be extradited - a document specifying the offence and setting out particulars of the offence.

3. Permission for the transit of a person includes permission for the person during transit to be held in custody by a person nominated by the Contracting Party to which the first-mentioned person is to be extradited.

Article XXI

1. Where:

a) a person who is to be extradited by a third State to a contracting Party is proposed to be transported by aircraft over the territory of the other Contracting Party, without landing in that territory; and

b) the first-mentioned Contracting Party is of the opinion that, if the aircraft were to land in that territory, the transit of that person through that territory would be permitted under Article XX of the present Treaty,

the first-mentioned Contracting Party shall notify the other Contracting Party of the proposed transport of the person and shall confirm to the other Contracting Party that, in its opinion, the transport would be in accordance with Article XX of the present Treaty.

2. In the event of an unscheduled landing in the territory of a Contracting Party of an aircraft carrying a person who is being so transported, that Contracting Party may either permit the transit or shall cause the person to be held in custody pending the receipt of a request for transit in pursuance of Article XX of the present Treaty.

Article XXII

1. Where Australia is the requested Party, it shall arrange for the representation of the Republic of Italy in any legal proceedings relating to the extradition of the person sought and shall otherwise represent the interests of the Republic of Italy.

2. Where the Republic of Italy is the requested Party, it shall represent the interests of Australia by all legal means envisaged by its legal system.

3. Except as provided by paragraphs 4 and 5 of this Article, no pecuniary claim arising out of the arrest, detention, examination and surrender of the person sought shall be made by the requested Party against the requesting Party.

4. Expenses relating to the transportation of the person sought from the port or airport referred to in Article XVIII of the present Treaty shall be paid by the requesting Party.

5. If, for the purpose of giving effect to its obligations under paragraph 1 or 2 of this Article, the requested Party engages legal officers or other persons who receive no salary or compensation other than specific fees for acts or services performed, that Party is entitled to receive from the requesting Party the usual payment for those acts or services in the same manner and to the same amount as though the acts or services had been performed in ordinary criminal proceedings under the laws of the requested Party.

Article XXIII

1. Communications between the Contracting Parties shall be conveyed through the diplomatic channel.

2. An application under Article XIV of the present Treaty may also be made by means of the facilities of the International Criminal Police Organisation (Interpol).

Article XXIV

1. On the entry into force of the present Treaty the provisions of the Treaty for the Mutual Surrender of Fugitive Criminals signed at Rome on the 5th day of February 1873 (in this Article referred to as "the Treaty of 1873") shall cease to have effect as between the Republic of Italy and Australia.

2. The present Treaty shall apply to any offence committed before its entry into force, provided that the offence would have constituted an offence under the Treaty of 1873 and under Article II of the present Treaty.

Article XXV

Either of the Contracting Parties may terminate the present Treaty at any time by giving notice to the other and, if such a notice is given, the Treaty shall cease to have effect six months after the receipt of the notice.

Article XXVI

1. The present Treaty is subject to ratification and the instruments of ratification shall be exchanged at Rome as soon as possible.

2. It shall enter into force thirty days after the date of the exchange of instruments of ratification.

DONE in duplicate at Canberra on the twenty-eighth day of November One thousand nine hundred and seventy-three, in the Italian and English languages, each text being equally authentic.

For the Government of Australia
Donald WILLESEE

For the Government of the Republic of Italy
Luigi GRANELLI

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(5651191/3) - Istituto Poligrafico dello Stato - S.